

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Republique-Bananiere-d-Ukraine-saison-1>

République Bananière d'Ukraine, saison 1

- Empire et Résistance - Ingérences, abus et pillages -

Date de mise en ligne : vendredi 5 septembre 2014

Copyright © El Correo - Tous droits réservés



* **Xavier Moreau**, Saint-Cyrien et officier parachutiste, titulaire d'un DEA de relations internationales à Paris IV Sorbonne, spécialisé sur les relations soviéto-yougoslaves pendant la guerre froide. Fondateur d'une société de conseil en sûreté des affaires, installé en Russie depuis 14 ans, travaillant également sur l'Ukraine, le Kazakhstan et la Serbie.

Épisode 1 : « [Le retour de la princesse du gaz](#) »

[Realpolitik](#), le 23 février 2014

Pour ceux qui croyaient que l'Afrique fut le seul continent où des puissances étrangères pouvaient s'appuyer sur une minorité ethnique pour renverser un Président démocratiquement élu, les récents événements à Kiev montrent que l'Europe partage également ce privilège. Ils démontrent également que l'antifascisme pour l'Union Européenne et les gouvernements soumis n'est pas une conviction, mais une posture, qui vise à discréditer les mouvements patriotiques à l'intérieur de l'UE, tandis que cette même UE promeut les groupuscules réellement fascistes à l'extérieur de ses frontières, contre les états récalcitrants. Ce fut le cas en Géorgie, c'est maintenant le cas à Kiev.

Le gouvernement ukrainien issu du coup d'État est en train de prendre des mesures hautement démocratiques comme l'interdiction des partis d'opposition. Svoboda a demandé de limiter la transmission des programmes télévisés. Kiev s'oriente vers un gouvernement fasciste de transition, afin d'écraser toute forme de contestation, et de transmettre le pouvoir par la suite, à un gouvernement UE compatible, qui s'empressera alors de satisfaire toutes ses obligations « [morales et économiques](#) ».

Svoboda en profite également pour s'attaquer aux églises du patriarcat de Moscou. Ces attaques, [jusqu'à réservées à l'ouest de l'Ukraine](#), s'étendent désormais à Kiev même où 76 hommes armés ont encerclé le monastère de *Kiev-Pechersk Lavra*, rattaché à l'Église orthodoxe ukrainienne du patriarcat de Moscou. Le but est de remettre ces églises à l'Église orthodoxe du patriarcat de Kiev, sorte de secte dissidente et militarisée créée en 1992. Le programme de Svoboda exige le rattachement de toutes les Églises d'Ukraine à sa dissidence, par la force s'il le faut.

Pour compléter le système répressif, le nouveau ministre de l'intérieur, Arsen Avakov, a proposé d'intégrer les milices radicales au sein des troupes du ministère de l'intérieur. Il s'agit à la fois de maintenir un régime de terreur vis-à-vis des anciens députés du parti des régions, toujours majoritaire au parlement, et de tenter de contrôler ces groupements à qui l'opposition doit sa victoire sur Ianoukovitch. « Pravy sektor » a d'ailleurs déclaré qu'il n'avait pas l'intention de quitter Maïdan.

L'opposition et l'UE ont en effet remporté une victoire sur Ianoukovitch mais pas sur la Russie, qui s'est très peu impliquée jusqu'à aujourd'hui. Le départ de Ianoukovitch, parangon de lâcheté et de corruption, clarifie la situation pour le gouvernement russe. Rappelons encore une fois que l'accord de coopération était SON projet, et que si l'Union Européenne lui avait apporté de quoi financer son État en banqueroute, Ianoukovitch aurait signé des deux mains. Personne ne regrettera ce Milosevic ukrainien, à commencer par Vladimir Poutine.

La ratification de l'accord de coopération pourrait d'ailleurs intervenir aujourd'hui, puisque le Président par intérim vient d'être nommé. Il s'agit d'un proche de Yulia Timochenko, Alexandre Turchinov. Cette signature signifie un

retour brutal à la réalité pour les quelques centaines de milliers de naïfs manipulés qui occupèrent Maïdan, le samedi et le dimanche (la semaine étant réservée aux quelques centaines de radicaux désœuvrés et armés par l'UE et les États-Unis). Point de nouveau régime pour les visas, point d'aide économique, point de candidature à l'UE, des dizaines de milliers de normes à appliquer avec en cadeau, 650 millions d'euros de technocrates de l'UE, qui feront l'aller-retour Bruxelles/Kiev pendant les prochaines années. Les gogos de Maïdan vont enfin comprendre pourquoi ils ont manifesté, mais cette fois c'est aux partis pro-européens de le leur expliquer. Les pro-européens vont aussi devoir trouver 10 milliards de dollars rapidement pour empêcher le pays de s'écrouler dans les semaines qui viennent. Il n'est pas exclu que nous les voyions tendre la sébile vers Vladimir Poutine. Dans cette perspective, Timochenko n'est pas un mauvais choix, rappelons qu'elle fut condamnée pour abus de pouvoir POUR AVOIR SIGNÉ UN ACCORD GAZIER AVEC LA RUSSIE. Rappelons que le Kremlin s'était élevé contre sa condamnation et son incarcération.

Yulia est donc de retour. Visiblement éprouvée par ses années de prison, et déconnectée de la réalité. Son discours enflammé et redondant d'hier soir, a rapidement lassé les spectateurs de Maïdan, le tout dans une atmosphère de délation particulièrement odieuse. Elle a appelé à continuer d'occuper Maïdan, ce qui est exactement le contraire de ce que souhaite l'opposition. Elle a félicité les « 5 000 héros » qui ont tenu Maïdan, alors que l'on nous explique depuis le début que c'est l'Ukraine entière qui s'est soulevée. Elle a appelé à la vengeance, ce qui peut se comprendre étant donné ce qu'elle a enduré, mais qui n'est pas un discours d'homme d'état. La princesse du gaz est de retour et les médias français se sont lancés dans un tressage de lauriers avec l'ignorance et la bêtise qui les caractérisent depuis le début du conflit. L'Ukraine est de retour en 2004, avec une constitution inutilisable, qui empêchera le pays d'être gouverné et favorisera le système oligarchique dont Timochenko fut le pilier principal.

Dire aujourd'hui si le pays va éclater est difficile. Si Kiev part en guerre contre le sud-est de l'Ukraine, c'est tout à fait possible à condition que la Russie soutienne le mouvement. Libéré de Sotchi et sans doute fatigué des coups tordus des occidentaux, le Kremlin est en droit de le faire. L'ouest de l'Ukraine a montré qu'il était incapable de contenir ses populations minoritaires arriérées. Pour la Russie ce serait une belle opération. Elle récupérerait la Crimée, terre russe par excellence, et l'est, seule région riche et industrialisée de l'Ukraine. Elle laisserait à l'UE, l'Ukraine agricole et pauvre, avec son foyer national-socialiste, qui fera le bonheur des groupuscules néo-nazis européens, et donc, celui du département d'État américain. Il n'est cependant pas évident que les Russes souhaitent s'ingérer à ce point. Contrairement aux élucubrations de Gallia Ackermann et de Marie Mandras, ils ont brillé par leur absence, surpris de voir Ianoukovitch se tourner vers eux au dernier moment, en novembre dernier.

L'UE a remporté une victoire à la Pyrrhus. Ianoukovitch est tombé, mais au prix d'un coup d'état. Les peuples européens ont observé cette nouvelle URSS s'allier avec les groupuscules les plus radicaux d'Europe pour écraser toutes velléités de résistance à son emprise. L'UE n'a rien résolu en Ukraine et malgré l'opposition fanatique de Barroso, elle devra tôt ou tard s'asseoir à la même table que la Russie, pour discuter de l'avenir de ce pays, si avenir il y a encore.

Épisode 2 : « [Parlementarisme et bandes armées](#) »

[Realpolitik](#), le 24 février 2014

La ville de Kiev vit désormais sous le règne de la « Pax Bandera ». « Pravy Sektor » a annoncé qu'il ne comptait pas quitter Maïdan, ce qui en dit long sur la légitimité des élections du 25 mai. L'Union européenne validera peut-être cette nouvelle forme de démocratie contrôlée par la rue, qui sait ? La nouvelle URSS est assurée de la loyauté de la Rada grâce aux très efficaces patrouilles des milices de Svoboda et de Pravy Sektor. Ainsi, bien qu'encore majoritaire, les députés du parti des régions ont voté pour l'abolition du russe en tant que langue régionale. Gageons que, si les élus des zones russophones sont un jour laissés libres de rentrer dans leur circonscription en vie, la pilule

sera dure à faire passer à leur électorat. Le très démocrate leader de « Svoboda », Oleg Tiagnibok, a encore beaucoup d'idées et de lois urgentes à faire passer sur l'interdiction des partis politiques, de la télévision russe, des anciens fonctionnaires du parti des régions... C'est à peu près le programme ségrégationniste de Franco Tudjman de 1990 à 1992 contre les Serbes de Krajina, poussant ces derniers à se soulever à lui infliger une série de revers militaires. Les Allemands et les Américains, avec la bénédiction de Milosevic, lui permettent d'épurer ethniquement la région entre mai et août 1995. La situation est cependant légèrement différente pour les « banderistes » ukrainiens, dont les plus radicaux ont [d'ailleurs décidé de reprendre Koursk, Briansk et Belgorod aux Russes](#). Avec Vladimir Poutine en face, il est peu probable que beaucoup d'Allemands se portent volontaires pour recevoir une nouvelle raclée par l'armée russe, ou que les avions américains appuient l'offensive « bandériste ». En vue de cette attaque imminente, les « bandéristes » de Kiev ont commencé à dépouiller les automobilistes. Une mise en place tout-à-fait démocratique de l'impôt révolutionnaire.

Nous avons à plusieurs reprises expliqué que le premier problème de l'Ukraine était un financement de sa dette à court terme. Comme par miracle [le gouvernement issu du putsh](#) et l'Union européenne, et même la presse française, viennent de s'en apercevoir à leur tour... Il était temps. Oh miracle ! L'UE pourrait prêter 20 milliards de dollars à l'Ukraine. Même les États-Unis seraient prêts à mettre la main au porte-monnaie ! Quel dommage que les deux technocraties ne s'en aperçoivent que maintenant. 15 milliards de dollars pour l'Ukraine en novembre dernier et la cause était entendue. Évidemment, ni l'UE, ni les États-Unis ne vont consentir un effort financier de cette sorte. Si aide il y a, ce qui est peu probable, elle sera soumise à des conditions telles que l'augmentation de l'âge de la retraite, du prix du gaz pour les personnes physiques et privées, la baisse des prestations sociales, des salaires des fonctionnaires etc. Elle sera également étalée sur une bonne dizaine d'années. Rien de cela n'avait été exigé par la Russie. Les Ukrainiens, même de l'ouest, vont pouvoir commencer à faire leurs comptes. Comment l'UE pourrait expliquer à ses états membres sous perfusion, auxquels elle fait payer par des politiques de rigueur épouvantables, le moindre euro versé, qu'elle va se délester de 10 milliards de dollars pour embêter la Russie.

La mise sous-tutelle du parlement par les radicaux et l'attaque du bureau du [gouverneur de Kharkov](#) par les « banderistes » justifient pleinement le doute que vient d'émettre [le Premier Ministre Medvedev](#) sur la légitimité du pouvoir de la Rada actuelle.

C'est en Crimée que la situation a le plus évolué avec une volonté séparatiste affichée. Cela s'est traduit par l'élection d'un nouveau maire et la levée [massive de volontaires par le « Russki Blok »](#). Rappelons que si à l'est de l'Ukraine se trouvent les Ukrainiens russophones, la Crimée est peuplée de Russes ethniques, qui ne se considèrent pas ukrainiens. La presqu'île n'a historiquement aucun lien réel avec l'Ukraine. Les drapeaux russes ont été hissés à Kerch ou à Sévastopol, les groupes d'auto-défense se forment et il ne fait pas bon être « [bandériste](#) » dans la région. [Le drapeau ukrainien y a été brûlé](#). Dans le sud de l'Ukraine également, [à Odessa](#), une grande manifestation a eu lieu contre les « fascistes » de Kiev.

L'est de l'Ukraine aussi est secoué par des affrontements. Outre Kharkov, des coups de feu ont été échangés [à Lugansk](#) entre « banderistes » et un groupe local d'auto-défense.

La communauté juive de Kiev, après avoir été discrète pendant ces derniers jours, sans doute sous la pression usaméricaine-européenne, ne cache plus sa peur, [comme le relate le quotidien Haaretz](#). Il y a peu de chance que les juifs d'Ukraine s'attirent la sympathie des histrions papillonnant autour de Bernard-Henri Levy. L'instauration du nouvel ordre mondial en Ukraine est à ce prix.

Épisode 3 : « [Épuration](#) »

[Realpolitik](#), 25 février 2014.

Catherine Ashton est repartie sans rien apporter [que de belles promesses](#). La nomination du gouvernement de transition, qui devait avoir lieu aujourd'hui, [a été repoussée à jeudi](#). Arseni Iatseniouk a reconnu lui-même qu'accepter d'y travailler était suicidaire politiquement. Le futur Premier Ministre devra en effet gouverner sous la menace permanente des radicaux, dont il devra obtenir - personne ne sait comment - le départ des émeutiers, non seulement de Maïdan, mais de la capitale et des bâtiments administratifs qu'ils contrôlent en région. Sans cela, l'élection du 25 mai, dont la campagne a déjà commencé, n'aura aucune crédibilité. Le futur gouvernement devra trouver également 2 milliards de dollars pour le mois de mars, afin de rembourser le FMI, ce qui paraît difficile. Dans le cas contraire, il devra assumer la faillite de l'État ukrainien. Kiev et l'Ukraine de l'ouest s'enfoncent peu à peu dans l'anarchie. De véritables scènes d'épuration et d'autocritique à la bolchévique se sont déroulées. À Lvov, les Berkout ont été contraints par le « Pravy Sektor » [de demander pardon à genoux](#), devant un « rassemblement de citoyens ». [La maison du fils](#) du président du parti communiste a été incendiée et les élus craignent pour leur famille. « Pravy Sektor » s'autorise à violer les domiciles de ceux qui sont jugés « ennemis de la nation ». Les milices se trouvent à l'intérieur même du parlement, et en contrôlent étroitement l'activité. Le gouvernement actuel, formé par les proches de Timochenko s'empresse d'accéder à toutes les demandes des extrémistes de « Svoboda ». Ces derniers, ainsi que « Pravy Sektor », savent que les prochaines élections les ramèneront à leur importance réelle sur l'échiquier politique ukrainien, c'est-à-dire pas grand-chose. Leur stratégie est désormais de se constituer en « comité de salut public » et de faire régner leur « ordre » à l'intérieur même de la Rada. Catherine Ashton n'a visiblement rien trouvé à y redire. À Kiev la situation est précaire et les habitants armés sont de plus en plus nombreux et le sont ouvertement. Désormais un masque, un brassard et une arme vous donnent le droit de vous déclarer du « Pravy Sektor », et par conséquent, de pressurer qui vous voulez dans la rue. Cette situation fait le bonheur des sociétés de sécurité qui sont désormais systématiquement utilisées par les hommes d'affaires, et à qui des quartiers entiers sont confiés par les habitants effrayés. Les retraits d'argent liquide se généralisent et la fuite des capitaux atteint des sommets. La police a totalement déserté les rues. En plus d'avoir le monopole de la violence, « Svoboda » a obtenu [le poste de procureur général](#), ce qui lui permettra d'inculper tous les citoyens ukrainiens qui refusent de se soumettre, et de renforcer « son comité de salut public ».

La situation dans l'ensemble du pays a été calme aujourd'hui. Les radicaux agissent essentiellement à Kiev et dans l'ouest. À l'est et au sud, ils sont soit absents, soit ils occupent des bâtiments administratifs sans que cela gêne la vie des populations. Les lois ségrégationnistes qui ont été prises sous la contrainte par la Rada ne peuvent de toute façon pas être appliquées pour l'instant.

Nos lecteurs se sont interrogés sur l'inaction russe. Comme nous l'avons souligné, la Russie, quoiqu'en disent ses détracteurs, a respecté ces dernières années le principe de non-ingérence. Le Kremlin s'était résolu à voir l'Ukraine signer l'accord de coopération. Aucune figure nationale ukrainienne et russophile n'est d'ailleurs apparue pour remplacer Ianoukovitch ; comme si la Russie s'était résignée à travailler avec le pouvoir ukrainien, quelle que soit l'alternance. Moscou compte vraisemblablement sur le pourrissement de la situation, lié à la catastrophe économique et la mainmise des radicaux sur Kiev. Tôt ou tard, en effet, le pouvoir ukrainien devra faire ce que Ianoukovitch n'a pas osé faire, par lâcheté et par corruption : éliminer les « banderistes » de Maïdan. En attendant, la Russie a déployé [les spetsnaz GRU](#) et quelques blindés d'infanterie pour protéger sa base à Sébastopol. [Les manifestants pro-russes](#) de cette ville ont réclamé un référendum sur l'indépendance.

En France, la presse se fait plus circonspecte après le conte de fée, qui a été servi ces derniers jours, sur Maïdan. Le gouvernement français reste en réserve, comme les autres gouvernements européens. Le ministre des affaires étrangères luxembourgeois a même eu le courage de condamner le soutien aux partis néo-nazis et [s'est prononcé contre les lois discriminatrices](#) sur l'emploi de la langue russe. Les soutiens aux radicaux se retrouvent toujours chez les milieux atlantistes, qu'ils soient [gauchistes](#) ou [libéraux](#), ainsi qu'au sein d'une certaine [extrême droite](#), par romantisme et immaturité politique.

Épisode 4 : « [Le soviet de Maïdan](#) »

[Realpolitik](#), le 2 mars 2014

Au côté d'Anne de Tinguy, pour raconter n'importe quoi, nous trouvons un pseudo « homme d'affaires français en Ukraine » écrivant pour l'Express, [Clément Chenaux](#). Il s'agit sans doute d'un pigiste, qui tente de se doter d'une crédibilité que les journalistes français ont définitivement perdu. Il se peut aussi que les affaires de Clément ressemblent à celles de [ces deux jeunes français entrepreneurs à Moscou](#), ce qui expliquerait son incompréhension profonde des enjeux économiques. Sur la nature de l'accord de coopération, nous avons déjà écrit beaucoup. Pour ceux que cela intéresse, le mieux est d'écouter ce qu'en dit M. [Jocelyn Guitton](#), de la section économique et commerciale de la délégation de l'Union Européenne en Ukraine, en octobre dernier. L'évolution de la situation politique à Kiev nous révèle chaque jour les nouveaux concepts démocratiques de l'Union Européenne. Désormais, avant d'être validé par le parlement, le gouvernement ukrainien doit être acclamé par le « soviet de Maïdan ». Ce dernier est constitué par la foule rassemblée pour l'occasion sous la surveillance démocratique des milices de « Pravy Sektor », le bras armé de « Svoboda ». Anne de Tinguy a appelé cela [sur BFMTV](#), dans une extase pas même feinte, une nouvelle « gouvernance ». L'avantage des anglicismes est que l'on peut y mettre n'importe quoi, en ayant l'air sérieux. Chère Anne, Abraracourcix porté sur son bouclier est également une forme de gouvernance, mais ce n'est pas la démocratie. La démocratie, c'est lorsque les gens choisissent leurs gouvernants par le suffrage, si possible universel, et à bulletins secrets. Un exemple de gouvernance à la « Pravy sektor » se trouve ici : [la brute épaisse](#), Alexandre Muzitchko, qui agresse un employé du parquet de Rovno, a également combattu les Russes en Tchétchénie et fut le garde du corps de Doudaïev. On retrouve là, deux des quatre piliers de l'influence américaine, islamisme et fascisme (pour mémoire les deux autres piliers sont la mafia et le trotskisme).

En résumé l'« accord d'association » c'est :

- L'abaissement des droits de douanes et la convergence des normes ukrainiennes vers les normes de l'UE (34:50).
- L'UE sponsorise l'envoi d'experts européens (39 :10) et « ce n'est pas un accord d'adhésion, de pré-adhésion ou de chemin vers l'adhésion vers l'Union Européenne » (41 :00). Dans cette perspective la signature de l'accord ne « peut pas faire de mal, néanmoins, rien dans le texte n'en dispose » (42 :45).
- L'accord d'association c'est 20 000 normes. Une norme c'est un comité de 10 à 15 experts pendant un an de travail. C'est là que sera investi en priorité l'argent de l'UE (58:40).
- Concernant les 650 MEuros d'aide de l'UE, il s'agit d'une assistance macro-financière, qui n'est pas un investissement mais sert à équilibrer la balance des paiements ukrainienne. Elle est soumise à la décision du FMI. A cela s'ajoute une aide budgétaire insignifiante de 120 millions par an (1:20:45).
- Le FMI n'a absolument rien de nouveau à proposer et ses conditions ont été repoussées, [non seulement par lanoukovitch mais aussi par son prédécesseur louchenko](#). Il s'agit du triplement du prix du gaz, de l'augmentation de l'âge de la retraite au-delà de l'espérance de vie et autres « fmisteries »...
- La Russie était le seul pays à proposer un prêt de 15 milliards immédiatement et sans condition, ainsi qu'une division par deux du prix du gaz.

Tout comme Nicolas Domenach, dont la niaiserie [a atteint des sommets vendredi dernier](#), Anne de Tinguy s'est réjouie bien trop vite du putsch de Kiev. Comment nos deux atlantistes ont-ils pu croire, que la Russie resterait l'arme au pied, tandis que les occidentaux soutenaient un gouvernement choisi par acclamation des bandes armées, et validé par un parlement sous la menace des armes de « Pravy Sektor » ?

En outre, « Svoboda » et encore plus son bras armé, « Pravy Sektor », sont devenus incontrôlables, sauf peut-être par l'administration américaine, qui a fait le choix de la guerre civile depuis sa défaite de décembre dernier. La transcription, [à prendre avec prudence](#), d'une conversation entre Tiagnibok et Iarosch (chef de « Pravy Sektor ») confirme ce que nous expliquions dans nos précédents articles. Iarosch demande à Tiagnibok ne lui faire attribuer la

direction du ministère de l'intérieur et des services secrets (SBU) pour faire la chasse aux opposants, et ce, afin de construire une Ukraine sans « Jid » (youpins) et sans Russes. Tiagnibok et Iarosh sont conscients que le temps ne joue pas pour eux, et que la seule solution est de s'emparer du pouvoir. C'est une véritable fuite en avant qui consiste à instaurer un régime policier, le plus vite possible, pour contenir l'exaspération inévitable de la population, même à l'ouest. Il s'agit également d'attaquer les villes de l'est du pays, ce qui donnerait pourtant à l'armée russe le prétexte pour intervenir. La vérité est que les pro-UE ne contrôlent plus du tout les demi-dingues sur lesquels ils se sont appuyés depuis le début. Iarosh a récemment appelé [le terroriste tchéchène Doku Oumarov](#) à attaquer la Russie, et dans le même temps il menace d'envoyer entre 5 à 7000 hommes à Kharkov. Dans la mesure où les États-Unis ont mis officiellement Doku Oumarov sur la liste des terroristes liés à Al Qaïda, il va être intéressant d'observer leur réaction. Le leader tchéchène, Ramzan Kadyrov a apporté son soutien aux Russes, y compris aux cosaques, et a promis un « [billet aller simple au chef terroriste](#) ». Du côté de Svoboda, ça ne va pas mieux, Mikhail Golovko, rendu célèbre pour ses attaques [contre les fidèles orthodoxes](#) dans l'ouest de l'Ukraine, [veut désormais se doter de l'arme nucléaire en six mois](#), comme quoi on peut être nazi, cinglé et avoir de l'humour.

Considérations tactiques

Au sein de ce conflit, la Crimée est un problème à part. Nous ne parlons pas dans ce cas d'une province russophone, mais de Russes ethniques. Les journalistes français ayant, une fois n'est pas coutume, travaillé un minimum le sujet, nous n'y reviendrons pas. Une autre spécificité de la Crimée est sa situation géographique. Le corridor qui relie la presqu'île au continent est très facile à contrôler. En outre la flotte russe permet le contrôle des côtes. A l'heure où nous écrivons ces lignes, l'ensemble des structures de force de Crimée sont sous le contrôle des pro-russes. La seule frégate ukrainienne et son navire amiral, le « [Hetman Sahadachny](#) » a même décidé de rejoindre la flotte russe, après avoir participé à un exercice OTAN dans le Golfe d'Aden. Le navire arbore désormais la croix de Saint André. Des défections au sein de l'armée sont encore à attendre, le Président légal étant toujours Viktor Yanoukovitch. Il est important de souligner que l'essentiel des forces ukrainiennes se trouvent à l'est. Leur loyauté au pouvoir auto-proclamé de Kiev est loin d'être assurée.

André Paroubi, le chef du conseil de sécurité national ukrainien, a étrangement appelé à la mobilisation sur sa page facebook. Il s'agit d'un test pour observer la réaction des Ukrainiens et des forces armées. Rappelons enfin que l'essentiel que les forces permanentes ukrainiennes regroupent moins de soldats que la Russie n'en fait manoeuvrer en ce moment à ses frontières, soit moins de 150 000 hommes.

En Russie, Vladimir Poutine peut compter sur le soutien du parlement, du sénat et de la population, [qui manifeste aujourd'hui à Moscou](#) et dans les grandes villes de Russie. Après les jeux de Sotchi, le Président russe avait atteint près de 68% d'opinion favorables. La crise ukrainienne ne fait que conforter la position de celui qui paraît avoir quasiment toutes les cartes en mains.

Il n'est cependant pas certain que même en Crimée, la Russie tente d'annexer une partie du territoire ukrainien. Il est plus vraisemblable, que la Russie exigera la mise en place d'une fédération ou d'une confédération extrêmement lâche, qui lui permettra :

- De garantir les droits des russophones.
- De cibler son aide économique vers les régions amies.
- De laisser l'UE gérer la partie pauvre de l'ouest avec ses groupes néo-nazis.
- D'empêcher définitivement l'Ukraine de rentrer dans l'OTAN.

Parallèlement à son action militaire, la Russie a entrepris de faire jouer à plein la pression économique. En faisant monter la pression militaire, elle tente de paralyser l'aide économique que le FMI comptait fournir à un gouvernement illégitime, qui pourrait disparaître du jour au lendemain. La Russie, au nom du manque de garanties phytosanitaires

lié à l'instabilité du pays, a mis en place un embargo sur les céréales ukrainiennes, provenant essentiellement de l'ouest de l'Ukraine. La Russie a par ailleurs rappelé qu'à la mi-avril 2014, le tarif préférentiel sur le gaz, accordé en décembre cesserait de d'être attribué à l'Ukraine.

Que faut-il retenir de la situation actuelle ?

- ▶ La Crimée est entre les mains des Russes et à moins d'une troisième guerre mondiale, cela ne changera pas. La Russie a donc enregistré un premier succès définitif grâce à cette crise. Même si les États-Unis activent les groupes terroristes tatars sur place, cela ne changera pas la donne.
- ▶ Il y a désormais deux légitimités en Ukraine.
 - Celle de Maïdan pro-occidental, qui ne contrôle que l'ouest de l'Ukraine et qui vit sous l'étroit patronage des radicaux. Sa crédibilité sera jugée dans les jours qui viennent sur sa capacité à mobiliser l'armée.
 - Celle de Ianoukovitch, élu démocratiquement et protégé par la Russie. La perte de ses avoirs en Autriche et à Vienne, immédiatement après son discours de Rostov sur le Don, confirme la raison qui l'a fait laisser massacrer ses « Berkout » sur Maïdan. Discrédité, il reste une carte maîtresse de la Russie.
- ▶ La Russie détient désormais la quasi-totalité des cartes militaires, économiques et politiques, surtout si les radicaux lui donnent le prétexte pour intervenir dans l'est. Derrière cette intervention, nous retrouvons le précédent kosovar sur lequel la Russie ne manquera pas de s'appuyer comme en 2008, lors de la tentative de nettoyage ethnique américano-géorgienne en Géorgie.
- ▶ Les États-Unis souhaitent envoyer des représentants de l'OSCE, sans doute pour organiser sur place leur propagande de guerre, comme ce fut le cas lors du conflit au Kosovo. Le chef de l'OSCE et agent de la CIA, [William Walker](#), avait alors fabriqué notamment [le faux massacre de Racak](#).

Épisode 5 : « [Le retour au réel](#) »

[Realpolitik.tv](#), le 8 mars 2014

Les dernières évolutions autour du conflit ukrainien ont entraîné un brutal retour à la réalité pour les puissances occidentales et la population ukrainienne.

Réalités militaires et sécuritaires

Personne ne peut s'opposer à l'armée russe en Europe, et l'agitation hystérique du Département d'État US est inversement proportionnelle à sa capacité à agir. L'inquiétude pour la population ukrainienne ne vient pas de l'armée russe, mais de la présence au sein du gouvernement de membres de Svoboda. Ces derniers ont tenté, pour l'instant sans succès, d'intégrer « Pravy Sektor » dans les forces armées ukrainiennes. Les milices ont en outre récupéré les listes de leurs opposants, au sein du parti communiste et du parti des régions. La sécurité de ces personnes et de leur famille est précaire. Les milices peuvent investir les habitations, menacer, battre ou enlever impunément qui ils veulent.

La présence militaire des Russes en Crimée est un faux problème, dans la mesure où le pouvoir à Kiev a moins de

légitimité que celui de la Rada de Crimée, qui prend ses décisions sans contrainte extérieure. En outre de nombreux habitants ont la double nationalité, et peuvent ainsi être considérés comme des soldats russes. Aux groupes d'auto-défense de Crimée se sont joints des volontaires russes et serbes.

Réalité économique

L'Union Européenne maintient un flou artistique sur l'aide qui sera accordée. Les dates des premiers versements n'ont toujours pas été fixées, ainsi que l'étalement de l'aide dans le temps. L'Ukraine va, comme nous l'avions annoncé, passer sous le broyeur et sans doute dès le mois de mars. On parle désormais de diviser les retraites par deux. L'UE maintient également le flou concernant la signature de l'accord de coopération. Elle souhaiterait signer la « [partie politique](#) » avant les élections du 25 mai, c'est-à-dire du papier sans intérêt. La réalité est que l'UE n'a pas intérêt à signer cet accord dans sa totalité, car même les populations les plus naïves de l'ouest de l'Ukraine comprendraient que cela ne leur apporte rien et surtout pas de visas. Lors de son intervention devant la commission des Affaires Etrangères de l'assemblée nationale, le ministre français, Laurent Fabius, avait d'ailleurs souligné avec sagesse, le côté néfaste de cet accord et [la nécessité de le revoir](#) (38:00). A l'est de l'Ukraine, en effet, l'installation de barrières douanières du côté russe aura des conséquences économiques et électorales incalculables.

La Russie dispose de nombreux leviers économiques. L'Ukraine doit toujours 2 milliards de dollars à Gazprom qu'elle ne peut payer. En outre si l'endettement de l'Ukraine dépasse 60% du PIB, la Russie peut exiger le remboursement anticipé de son prêt de décembre dernier, ce qui conduirait à une banqueroute immédiate. L'Ukraine doit donc continuer à maintenir sa monnaie pour éviter de franchir ce seuil. Rappelons en outre que 60% de la dette ukrainienne a été négocié sur les marchés en euro et devra être remboursée dans cette monnaie. Une dévaluation ferait donc exploser la dette ukrainienne.

Réalité politique : le triomphe des oligarques

Le gouvernement auto-proclamé de Kiev est composé exclusivement de proches de Yulia Timochenko et de membres du parti « Svoboda ». C'est la présence de ce parti minoritaire à la tête des structures de forces et de la justice, qui explique le refus catégorique de la Russie de négocier avec ce gouvernement issu de la rue.

La nomination par le gouvernement de Kiev de deux oligarques, comme gouverneurs des régions de Dniepropetrovsk et de Donetsk, permet de mieux comprendre l'origine du coup d'état. Ce sont les oligarques qui ont décidé de se venger du clan Ianoukovitch, et du racket exercé contre eux systématiquement. Les deux oligarques en question sont liés au système Timochenko, qui a déjà sévi en Ukraine. Il s'agit d'Igor Kolomoiski (Privat Bank) et de Sergei Taruta. Ils ont reçu le soutien du plus riche d'entre eux, Rinat Akhmetov. La nomination de ces hommes d'affaires [à la très mauvaise réputation](#) et dont l'un est même soupçonné de meurtre, a un double objectif.

- **Premièrement**, rassurer la communauté juive d'Ukraine, puisqu'Igor Kolomowski est président du congrès juif ukrainien et qu'il finance la plupart des organisations juives. Cela explique le soutien inattendu [des représentants de cette communauté](#) au nouveau gouvernement, pourtant composé de leurs pires ennemis.
- **Deuxièmement**, convaincre par l'argent ou briser par la force si besoin est, les mouvements pro-russes fédéralistes ou séparatistes. Les oligarques peuvent compter notamment sur les clubs de supporters de football qu'ils contrôlent.

Ces nominations démontrent aux doux rêveurs occidentaux, que le mouvement de Maïdan n'aboutira pas à la fin de la corruption, mais correspond à un retour de l'oligarchie qui a régné pendant la révolution orange. Désormais, le combat contre les oligarques est mené uniquement par les mouvements pro-russes, qui sont apparus dans les régions russophones. En Crimée, ils ont éconduit l'oligarque Poroshenko, tandis qu'à Donetsk, ils tentent d'imposer un candidat élu, Pavel Gubarev, contre l'oligarque choisi par Kiev.

Les moyens déployés contre les pro-russes dans l'est sont colossaux et sans une intervention russe, leurs chances sont faibles. Les services de sécurité du gouvernement de Kiev ont enlevé Pavel Gubarev, jeudi à Donetsk. Il est à l'heure actuelle séquestré à Kiev et a été condamné par Svoboda à deux mois de prison. Les activistes de Donetsk ont pu libérer les autres prisonniers politiques, en s'emparant de l'autobus qui les emmenait. A Donetsk, toujours, le nouveau gouverneur-oligarque, Sergei Taruta, conscient de l'inquiétude des Russophones, [a tenu un discours très dur contre « Pravy Sektor »](#). Il vise indirectement Svoboda, ce qui pourrait signifier la fin du « gouvernement fasciste de transition » et la mise en place d'un gouvernement « UE compatible ». La réaction des bandes armées à cette déclaration sera intéressante à suivre.

En investissant ces oligarques, en confiant le gouvernement aux équipes corrompues de Yulia Timochenko, le gouvernement de Kiev continue de se discréditer vis-à-vis de la population. Pour contenir le mécontentement, les autorités de Kiev ont fait tomber une véritable chape de plomb, sur le modèle du système français. Le scandale de la [conversation de Catherine Ashton avec Urmaz Paet](#) est, comme en France, passé totalement sous silence. C. Ashton a pourtant décidé de lancer une commission d'enquête ce vendredi. Les chaînes de télévisions russes ont été retirées des bouquets satellites. L'accès au portail internet russe « yandex.ru » est impossible et est automatiquement renvoyé sur « yandex.ua », qui distribue sans discontinuer de la propagande antirusse. Le système médiatique ukrainien très libre jusque-là s'oriente vers un système monolithique « à la française ».

Situation en Crimée

Le changement de stratégie russe en Crimée, qui consiste désormais à annexer la presqu'île, est une réponse aux sanctions occidentales, toutes symboliques soient-elles. Moscou signifie aux occidentaux que ces sanctions produiront l'effet exactement inverse sur sa politique. Les Russes prennent en compte également que la parole internationale des dirigeants américains n'a absolument aucune valeur. Le mensonge systématique, la mauvaise foi et le refus de s'en tenir à un accord rend la négociation avec les États-Unis tout simplement impossible. Le déclin de leur puissance s'accompagne d'une anarchie généralisée dans les relations internationales. Ajoutons que cette punition aurait pu être évitée si les occidentaux avaient été raisonnables, notamment sur leur collaboration avec les groupuscules néo-nazis. La Russie avait en effet intérêt, à laisser en Ukraine une région qui votait majoritairement dans son sens. Les occidentaux doivent prendre cela en compte pour les semaines qui viennent. Sanctionner la Russie ne fera que durcir leur position.

En plus de cette punition, cette annexion permettra à la Russie de rendre impossible une adhésion de l'Ukraine à l'OTAN, ce qui est le véritable enjeu de cette crise. Avec un tel litige territorial, l'Ukraine ne pourra jamais rejoindre l'alliance atlantique, tout comme la Géorgie aujourd'hui.

Le Kremlin considère que les occidentaux vont « s'agiter » quelques mois et finiront par prendre acte de ce redécoupage comme ils ont pris acte de la sécession de l'Ossétie et de l'Abkhazie. Du point de vue intérieur tous les partis russes à la Douma célèbrent l'unité retrouvée avec la Crimée, dans un [impressionnant élan de solidarité nationale](#).

Position de la France

La France avait le potentiel de devenir le pays charnière de la résolution de cette crise, dans la mesure où elle n'a pas participé à Maïdan. Elle a eu, en effet, la sagesse de n'envoyer ni représentants officiels, ni de faire encadrer les milices fascistes par ses services secrets. Les révélations d'un [jeune fasciste russe](#) présent à Maïdan ne laissent en effet, aucun doute sur la présence des services secrets américains, allemands et polonais. Il est probable que ces derniers soient à l'origine des opérations de *sniping* contre les « Berkouts » et les manifestants.

Le ton virulent adopté depuis le 6 mars par les dirigeants français a été une douche froide pour les Russes, qui espéraient une intervention semblable à celle de Nicolas Sarkozy en 2008. Il est regrettable que ce soit désormais l'Allemagne qui tient le rôle du partenaire modéré, alors qu'elle est complice de ce véritable coup d'état. Il faut espérer que la diplomatie française se ressaisisse rapidement. Les enjeux économiques pour la France et l'Allemagne sont trop importants pour que la crise dure indéfiniment et c'est ce sur quoi comptent les Russes.

Épisode 6 : « [L'anarchie](#) »

[Realpolitik.tv](#), le 15 mars 2014.

John Kerry et Sergei Lavrov d'accord sur les sanctions.

Selon toute vraisemblance, les chefs des diplomaties russe et américaine sont tombés d'accord vendredi dernier pour « l'après annexion » de la Crimée. Le temps des postures étant passé, Américains, Anglais, Allemands, Français et Russes doivent désormais régler le plus rapidement et le plus efficacement possible les problèmes du reste de l'Ukraine.

Problème numéro 1 : l'insécurité

Le problème des bandes armées est de plus en plus ingérable. À Kiev, dans la nuit de mercredi à jeudi, 38 « [Guerriers de Narnia](#) » armés (une composante du « Pravy Sektor »), ont attaqué une banque. Arrêtés par la police, ils ont été relâchés après avoir expliqué qu'ils voulaient protéger la banque. Rappelons que les structures de force du gouvernement putschiste sont entre les mains de Svoboda. Le fait est que ces milices sont constituées majoritairement par des militants de l'Ouest pauvre de l'Ukraine. Elles n'ont absolument pas envie de se disperser et de retourner dans leur campagne misérable. La violence s'étend de plus en plus dans l'Est de l'Ukraine. À Donetsk, les militants anti-maidan ont violemment dispersé les milices néo-nazies, faisant un mort. À Kharkov, ce sont les milices néo-nazies qui ont ouvert le feu sur les anti-Maidan faisant deux morts et cinq blessés, dont un policier. Après avoir pris trois otages, une trentaine de néo-nazis se sont finalement rendus à la police. Ce matin, des habitants de Kharkov montaient la garde devant le commissariat pour éviter que les miliciens soient libérés comme à Kiev.

Dans l'Ouest de l'Ukraine, les dépôts de munitions ont été pillés, [des milliers de Kalachnikov](#), de pistolets Makarov, de grenades et de munitions sont désormais dans la nature. Selon la presse russe, [des armes anti-aériennes portables](#) de type « IGLA » auraient également disparu. Pour tenter de reprendre la main, le gouvernement putschiste a décidé de monter une garde nationale. Dans la mesure où le ministre de la défense est l'ancien « chef d'état-major » de Maidan, il y a fort à parier que cette garde [soit en fait une milice](#) chargée de réprimer les mouvements russophones et d'organiser le nettoyage ethnique, sur le modèle de ce que les services américains avaient effectué avec succès en Krajina en 1995 et sans succès, en 2008, en Ossétie. [Le gouvernement russe a clairement fait savoir](#) qu'il ne tolérerait pas ce genre d'agressions.

Problèmes numéro 2 : l'économie

Il apparaît clairement qu'en ce qui concerne l'aide économique, le compte n'y est pas. Alors que sans le coup d'état, la Russie s'appêtait à acheter de nouveau 3 milliards de dollars de bons ukrainiens fin février, l'UE et les États-Unis n'ont toujours pas versé le moindre centime. Lorsque l'on regarde le plan d'aide, on y voit « 3 milliards avant la fin de l'année » fournis par la BERD (Banque Européenne pour la Reconstruction et le Développement), des avantages

commerciaux etc. Les occidentaux ne comprennent pas ou font semblant de ne pas comprendre que l'Ukraine a besoin de cash maintenant, et qu'à moins d'un accord avec la Russie, sa dette gazière va exploser à la mi-avril. Il semblerait également que l'Allemagne et la France soient désormais opposées à la signature de l'accord de coopération initialement prévu, et auraient, dans ce but, inventé un contenu politique, qui n'engage à rien et dont personne ne connaît exactement le contenu.

Problèmes numéro 3 : la politique intérieure ukrainienne

Le gouvernement de Kiev a dû se soumettre de nouveau, dimanche dernier, à l'approbation du soviet de Maïdan. La capitale est triste mais calme. L'arbitraire y règne toujours, les députés, les fonctionnaires et leur famille, restant sous la menace des milices. C'est également [le cas en province](#).

D'après nos dernières informations, l'Ukraine se dirigerait vers une fédéralisation plus ou moins lâche selon les régions. Une autonomie relative à Dniepropetrovsk, par exemple, et une plus grande autonomie pour Donetsk. Cette solution satisferait la Russie mais constituerait un nouvel échec des occidentaux. Les régions de l'Est seraient, elles aussi, pleinement satisfaites grâce au contrôle accru des ressources fiscales. En effet, la protestation en Ukraine de l'Est prend également une tournure fiscale avec un slogan « *Khvatit kormit Kiev* », « Arrêtons de nourrir Kiev ». Une des conséquences sera une paupérisation massive de l'Ukraine de l'Ouest où le niveau de vie est déjà entre deux et trois fois inférieur à celui de l'Est. Différents mouvements de populations devraient avoir lieu en Ukraine. Une partie des populations russes et russophones devraient migrer vers la Crimée. La future région russe attend, par ailleurs, sa meilleure saison touristique depuis 25 ans. Les Russes qui soutiennent à 83% la politique de Vladimir Poutine annulent massivement leurs vacances en Turquie, pour venir en Crimée. Avec les investissements russes qui vont suivre, la Crimée va devenir un îlot de richesse. Notons au passage qu'en se rattachant au régime des retraites russes, les habitants de la Crimée vont voir leurs pensions plus que doubler, tandis que le reste de l'Ukraine va voir les siennes divisées par deux. La Crimée conservera également la gratuité des soins médicaux, comme en Russie. Les Ukrainiens de l'Ouest vont s'enfoncer dans leur pauvreté structurelle. Certains migreront vers l'est de l'Ukraine et d'autres émigreront clandestinement vers la Pologne ou l'Allemagne, puisque rappelons-le, aucun changement dans le régime des visas n'est à attendre.

Les gagnants et les perdants

Le gagnant numéro un est incontestablement la Russie et à titre personnel, Vladimir Poutine. Avec 72% de cote de popularité, le dirigeant russe, en rattachant la Crimée, est définitivement rentré dans l'Histoire. En tenant tête aux États-Unis, il a posé une nouvelle pierre du nouveau système des relations internationales, fondé sur la multipolarité. La Russie a renforcé son image de puissance régionale incontestée, confirmant à la Chine (qui s'est abstenue lors du vote contre la Russie, ce samedi au conseil de sécurité) et à l'Inde, sa place centrale dans l'établissement du nouveau système international. Le 16 mars marque ainsi un tournant dans l'ère des relations internationales. Ajoutons que cette cuisante défaite de l'OTAN est aussi une première victoire et une étape vers la construction d'une nouvelle Europe-puissance.

À moins d'un coup de théâtre, l'Union Européenne ne prendra pas de sanctions sérieuses contre la Russie. L'Allemagne et la France devraient s'en sortir « plutôt pas trop mal ». Cette crise a été pour les deux pays l'occasion de se rendre compte de l'interdépendance de leurs économies et de la résolution des Russes en matière de contrôle de leurs sphères d'influence. Espérons que le soutien des services secrets allemands sur Maïdan et la présence de Guido Westerwelle aura été pour les Russes une prise de conscience de la duplicité de Berlin. Aucune des deux puissances française ou allemande ne veut de sanctions sérieuses, au contraire des Polonais et des Baltes.

Ces derniers sont les grands perdants de l'opération. La Pologne voit s'éloigner pour longtemps son rêve de constituer une « république d'entre deux mers ». Elle risque même d'avoir à gérer les bandes armées, qui une fois

leur échec consommé face aux Russes, se retourneront vers leurs autres ennemis, les polonais (rappelons que Stepan Bandera a commencé sa carrière en assassinant le ministre de l'intérieur polonais). Les pays baltes, quant à eux, ne peuvent constater que l'impuissance de l'OTAN face à la Russie.

Le bilan pour les États-Unis est mitigé. Certes ils ont échoué dans leur but principal qui était d'intégrer l'Ukraine dans l'OTAN. En revanche, ils ont donné une double leçon aux puissances européennes :

- **Leçon numéro 1** : Islamisme, fascisme et mafia sont ce qui attend les puissances européennes qui auraient des velléités d'indépendance ou de sortie de l'OTAN.
- **Leçon numéro 2** : C'est avec la diplomatie américaine que la Russie gère la sortie de crise. L'Allemagne et la France sont totalement neutralisées par l'Union Européenne, dont le rôle est limité à une simple chambre d'enregistrement des décisions de Washington.

Les deux autres grands perdants sont aussi l'Union Européenne et les médias français. L'Union Européenne, en soutenant les mouvements néo-nazis en Ukraine a montré qu'elle n'était pas un facteur de paix, mais de guerre en Europe, et que ses prétendues valeurs étaient à géométrie variable. Elle n'a pu maintenir l'opinion publique française que dans une ignorance relative de ses méfaits, la presse officielle ayant été débordée par de nombreux sites internet, où la bêtise et l'incompétence des journalistes français n'ont cessé d'être mises en évidence. Tandis que la presse française se discrédite chaque jour davantage, le site « [Realpolitik.tv](#) » bat tous ses records de fréquentation (44 000 visites les deux premières semaines de mars), ce qui en fait le premier site spécialisé en France, très loin devant l'IRIS ou l'IFRI.

Un point sur la presse française et ses mensonges

- **Mensonge vicieux**. À Kharkov, il n'y a pas eu de « fusillade entre les pro et anti-russes », ce sont les [milices néo-nazies](#) qui ont tiré sur des manifestants et des policiers désarmés.
- **Mensonge éhonté**. Il n'y a jamais eu 50 000 personnes pour la « marche pour la paix » de l'opposition pro-Washington à Moscou ce samedi, mais au maximum 20 000. Ce nombre, relativement important pour une manifestation de l'opposition de rue, n'a été obtenu que par la mobilisation de l'extrême droite russe raciale, dont [certains membres ont été arrêtés](#) pour avoir brandi des drapeaux nazis.
- **Et toujours le plus gros mensonge par omission** de la crise ukrainienne, le passage sous silence de [la conversation entre le ministre de AE estonien et Catherine Ashton](#), qui confirme l'utilisation par Maïdan, des snipers contre les policiers et contre ses propres manifestants.

En revanche, et pour finir par une note optimiste, nous avons été heureux de trouver dans *Libération* une excellente analyse de [Dominique David](#) (qui parmi ses nombreuses qualités, possède celle d'être professeur à l'ESM de Saint-Cyr). Il revient à juste titre sur la proposition de 2010 de Dmitri Medvedev de construire une nouvelle architecture de défense européenne. On évitera par contre les idioties de Dominique Moïsi sur la même page internet.

Épisode 7 : « [Vol au-dessus d'un nid de cinglés](#) »

[Realpolitik.tv](#), le 25 mars 2014

Humilié par son échec, le département d'État US a décidé d'appliquer à l'Ukraine la même politique de terre brûlée qu'en Syrie. Les bandes continuent de semer le désordre partout dans le pays. Deux députés de Svoboda se sont attaqués au directeur de la première chaîne publique de télévision, si bien que, même les journalistes français n'ont pas osé passer cela sous silence. [Une gifle à un journaliste](#) les choque davantage que « [les snipers de l'OTAN](#) » tirant sur les policiers et les manifestants, que ce soit à Damas ou à Kiev. Les mêmes snipers ont tenté, le 18 mars dernier, de faire basculer la réunification de la Crimée dans un bain de sang. Bilan : un soldat ukrainien et un cosaque sont morts. À ces morts s'ajoutent deux blessés, un dans chaque camp. Ces derniers sont soignés dans un hôpital russe de Crimée. La palme du mensonge, ou de la bêtise, revient à l'envoyée spéciale du journal « *Le Monde* ». Dans [un tweet](#), Marion Van Renterghem évoque une procession pour « deux cosaques morts et rien pour le soldat ukrainien ». Cette idiote ne s'est même pas aperçue que, sur sa propre photo, c'est le portrait du soldat ukrainien qui est tenu par l'homme à droite. [Ces deux hommes](#), qui ne seront malheureusement pas les derniers à tomber sous les balles de l'OTAN, ont eu droit à un enterrement commun à la maison des officiers. Ces cosaques et ces soldats ukrainiens de Crimée ne se sont pas trompés d'ennemi.

Le reste de la situation à l'intérieur du pays oscille entre l'anarchie et le sordide. Les milices néo-nazies révèlent leur vraie nature, celle de brigands provenant des zones les plus arriérées de l'Ukraine, et cherchant à s'enrichir rapidement par la rapine systématique. Les miliciens sont devenus des hommes de main, investissant tour à tour l'usine de vodka de Némirov, [des usines étrangères](#) ou un [train de passagers russes](#). Ajoutons que la semaine dernière, deux procureurs auraient été pendus dans la région de Lvov.

Pour certains hommes d'affaires ukrainiens, Kiev ressemble [désormais à Chicago](#), et c'est la radio anti-Poutine « *Écho de Moscou* » qui le dit. Le banditisme y est devenu incontrôlable. L'idéologie de « Pravy Sektor » a fait place à du racket pur et simple. Voici ce qui s'est passé la semaine dernière et dont la presse française ne parlera jamais :

- À Kiev, 11 notaires ont été attaqués par les « *héros de la révolution* (HR) » (Svoboda/Pravy Sektor).
- Un restaurant turc à Bessarabka (centre de Kiev), qui venait d'ouvrir, a été réduit en cendres pour avoir refusé de payer l'impôt révolutionnaire mensuel.
- Un chauffeur de taxi a été tué et un autre a disparu, après avoir repoussé une attaque avec un pistolet d'alarme. Les HR ont immédiatement convoqué les patrons des sociétés de taxis de Kiev, exigeant que le chauffeur soit livré au « tribunal révolutionnaire ». En cas de refus les HR entreraient en guerre contre les chauffeurs de taxi.
- Deux HR, qui avaient été arrêtés pour extorsion dans le quartier de la gare centrale de Kiev, ont été immédiatement relâchés par Paruby, le néo-nazi à la tête du comité de sécurité ukrainien.
- Deux étudiantes ont été violées sur le Maidan. L'une d'entre elle est morte de ses blessures, une autre, dans un état de prostration total, est hospitalisée.
- Le magasin de luxe [Helen Marlen](#) a dû fermer pour ne pas avoir à payer la taxe révolutionnaire. Le magasin de parfum « Bonjour » a également fermé pour la même raison.
- À suivre : le comité anti-corruption dirigé par Mlle Chernovol serait en fait une structure d'expropriation et de racket, qui s'attaqueraient aux appartements et maisons cossus de la banlieue de Kiev.

Svoboda a créé une garde nationale pour tenter [d'éloigner les racailles du centre de Kiev](#), et de se doter de forces armées autonomes, dévouées aux ministres néo-nazis du gouvernement putschiste. Jusqu'à présent l'essentiel de l'armée ukrainienne, basée à l'est, était contrôlée majoritairement par les russophones. En Crimée, 90% des troupes ont d'ailleurs rejoint l'armée russe. [Au vu des premières images](#) de l'entraînement de cette nouvelle garde nationale, elle ne sera pas d'une grande utilité contre l'armée russe. En revanche, elle pourra sécuriser sans problème la prochaine « Gay Pride » à Kiev : tôt ou tard, l'Union européenne fera subir à la capitale ukrainienne le même [destin post fasciste que Zagreb](#).

« Pravy Sektor » a refusé de déposer les armes et de rejoindre la garde nationale, ce qui en dit long sur le déroulement « démocratique » des prochaines élections. [La mort d'Alexandre Muzytchko](#), l'un des piliers de « Pravy Sektor » est sans doute un signal pour le début des règlements de comptes entre groupes néo-nazis. Ce

dernier [avait récemment déclaré](#) que les dirigeants de Svoboda avaient l'intention de le tuer. C'est la police de Svoboda qui s'en est effectivement chargée. Si cela s'était produit sous Ianoukovitch, la presse française aurait dénoncé un crime monstrueux contre la démocratie.

Le département d'État US, pris totalement au dépourvu par la réunification de la Crimée, cherche à reprendre la main en provoquant un bain de sang entre les armées russe et ukrainienne. Devant le peu d'entrain de cette dernière de vouloir s'engager contre un peuple frère, les conseillers militaires américains ont donné l'ordre à Svoboda de prendre progressivement le contrôle des troupes régulières, en augmentant la proportion de militants néo-nazis dans ses rangs. Dans le même temps, Svoboda envoie progressivement des véhicules blindés à la frontière russe, en essayant de mettre au sein des unités l'équivalent des commissaires politiques. Nombres de ces mouvements ont été bloqués par les populations de [Donetsk](#), [de Lougansk](#) et [de Kharkov](#).

Le gouvernement et le parlement sont sous le contrôle des activistes, dont la nature anti-démocratique est si évidente que même [la télévision pro-Maidan le montre](#) (ici les Afghaniets). Les leaders pro-russes dans l'est sont enlevés les uns après les autres par Svoboda, qui, rappelons-le, contrôle toutes les structures de force. La présence de mercenaires étrangers a été [confirmée par la presse russe pro-US](#), leur mission étant de [réprimer les mouvements fédéralistes](#) dans le sud-ouest de l'Ukraine. Les oligarques Kolomoïski et Taruta avaient été les premiers à y faire appel.

Faute d'avoir les compétences et le courage pour diriger le pays, le gouvernement putschiste enchaîne les mesures anti-russes pour camoufler sa nullité. Dernière mesure en date, Svoboda a exigé l'instauration d'un régime de visa avec la Russie. Arseni Iatsenouk s'est aussitôt opposé à cette décision stupide et a obtenu gain de cause. Vladimir Poutine avait, de toute manière, sagement décidé de ne pas appliquer de réciprocité. Plus de deux millions d'Ukrainiens de l'est travaillent en Russie.

Les Européens ont agité un peu de verroterie devant l'insignifiant Premier Ministre, Iatsenouk, en lui faisant signer un accord d'association vide de tout contenu économique, [le fameux volet politique](#) (le prix de l'analyse la plus fumeuse va à [Ulysse Gosset sur BFMTV](#)). L'aide est pour l'instant distribuée sous forme de promesses, et le processus ressemble de plus en plus au « Téléthon ». Ils semblent que les instances internationales hésitent à prêter à un gouvernement qui aura peut-être disparu dans deux mois.

Les sanctions

Comme nous l'avions annoncé, les sanctions ont surtout été l'occasion d'une franche rigolade à Moscou. Les dirigeants russes n'ont même pas eu [la politesse de faire semblant d'être inquiets](#). Le problème des occidentaux est, une nouvelle fois, de croire les mensonges qu'ils lisent dans les journaux, après les avoir dit eux-mêmes aux journalistes. Répétons-le : il n'y a plus d'oligarques en Russie. La richesse n'y fait plus le pouvoir, au contraire de l'Ukraine, où ils sont désormais gouverneurs ou ministre de l'intérieur. Les hauts fonctionnaires russes [n'ont pas le droit d'avoir des comptes en banque](#) et des actifs (hors immobilier déclaré) à l'étranger. Rien ne ferait plus plaisir à Vladimir Poutine que les biens des contrevenants y soient saisis. Un premier effet vertueux est d'ailleurs apparu, dès les premières menaces de sanctions, sous la forme de rapatriements de fonds en Russie.

Les interdictions de visa

Pas vraiment de surprise sur les listes noires US et européenne, sauf en ce qui concerne la présence d'Elena Mizulina, le député de Russie Juste, qui est chargé des lois sur la famille, et qui s'était fait connaître en Europe pour son militantisme [en faveur de la famille traditionnelle](#).

Nos lecteurs s'imaginent bien que cette gentille dame n'a pas grand-chose à voir dans la réunification de la Crimée. De plus, elle n'appartient pas au parti du Président Poutine, mais à « *Russie Juste* », lui-même membre de [l'internationale socialiste](#), tout comme le Parti Socialiste français. La rage l'a sans doute emporté chez le lobby LGBT, à l'idée que la « Gay Pride » à [Sébastopol sera bannie pour 100 ans](#). Plus sérieusement, cela démontre que l'OTAN mène une guerre totale contre l'Europe, où le combat civilisationnel reste central.

Le gaz

Les journalistes n'ont désormais plus que ce mot à la bouche, alors que la Russie n'a jamais brandi l'ombre d'une menace et qu'elle continue de financer la dette gazière ukrainienne. Cette dette va s'accroître considérablement, puisqu'en plus de la fin du discount de décembre 2013, s'ajoute la fin de celui qui avait été accordé lors de la [reconduction du bail de Sébastopol en 2010](#).

L'Europe ne peut remplacer ni à court terme, ni à moyen terme, sa dépendance au gaz russe et elle serait bien stupide de le faire. L'exploration du gaz de schiste ukrainien aboutira aux mêmes déceptions qu'en Pologne. La rentabilité n'y sera pas, [comme aux États-Unis](#) où cette bulle explosera tôt ou tard. En attendant, les États-Unis ne feront pas profiter les Européens d'une énergie subventionnée, qui leur a permis de relancer une partie de leur industrie, notamment la chimie lourde. Cela reviendrait à subventionner ses propres concurrents. Si par miracle, les recherches aboutissaient en Ukraine, l'exploitation profiterait en premier lieu à l'est de l'Ukraine, puisque les deux champs se trouvent près de [Kharkov et de Donetsk](#). Quant à l'exploration en mer noire, c'est désormais [avec la Russie qu'il faudra négocier](#).

Enfin, c'est la Chine qui devrait faire, grâce aux pressions occidentales, une bonne affaire, en signant prochainement un contrat très favorable sur la livraison de gaz russe (plus de détails à venir).

Les « Mistral »

L'intérêt supérieur de la France est préservé car c'est l'option chevènementiste qui l'emporte. [La bonne nouvelle](#) est venue du ministre de la Défense Jean-Yves Le Drian : « *Pas de décision avant octobre 2014* ». Sept mois pour oublier la Crimée seront plus que suffisants. Les matelots russes vont donc [arriver bientôt en France](#) pour y être formés. Peu importe qu'il ait fallu, pour calmer les Polonais hystériques et les Usaméricains revanchards, annuler quelques manoeuvres franco-russes et envoyer quelques « Rafales » pour soutenir les vieux mono-réacteurs F-16 de l'US Air Force (l'heure de vol du F-22 est hors de prix et le F-35 s'obstine à ne pas vouloir voler correctement). Soulignons au passage la méconnaissance totale de l'état réel des chantiers navals russes [par les rédacteurs du réseau Voltaire](#). La Russie n'est pas en état de produire un navire comme le Mistral, elle devra pour cela reconstruire ses chantiers navals, laissés en déshérence pendant l'ère Eltsine. La France pourrait l'y aider d'ailleurs...

Le G8

Le meilleur pour la fin. Cette proposition d'exclure la Russie avait été proposée en 2008, par John McCain, et avait [plutôt suscité la moquerie](#). Devant le choix limité de sanctions, nos malheureux occidentaux ont dû ressortir cette « punition », de la boîte à malices du vieux sénateur. Soyons clairs, Vladimir Poutine s'en moque plus que de sa première Vodka, d'autant qu'avec 14% (de son PIB) d'endettement, la Russie n'a plus vraiment sa place entre le Japon et les États-Unis qui battent tous les records. Le G7 n'est qu'un club de puissances endettées sur le déclin. Washington n'a toujours pas compris, ou ne veut toujours pas admettre, que le monde a changé, et qu'il est temps d'écouter [Ron Paul](#) et Patrick Buchanan, plutôt que ces anciens trotskistes devenus néo-conservateurs. [La Russie est à l'heure du G20](#), et les puissances européennes devraient s'y mettre au lieu de s'enfermer dans un combat d'arrière-garde, pris au piège entre l'UE et les États-Unis.

Épisode 8 : « [La menace fantôme](#) »

[Realpolitik.tv](#), le 1 avril 2014

Les ministres des Affaires Étrangères russe et américain continuent leurs entretiens, confirmant ce que nous analysions lors de notre [épisode 6](#). Dans le cadre de cette sortie de crise, les États-Unis font face à deux problèmes essentiels en Ukraine :

- Ne pas perdre la face sur la scène internationale.
- Tenter de tirer les dividendes d'un investissement de 25 ans.

Vladimir Poutine ne semble pas vouloir humilier à outrance l'ex-puissance mondiale, pas plus que son ministre des Affaires Étrangères, Sergei Lavrov. Malgré cela, l'administration Obama a besoin d'une victoire, fût-elle symbolique. Elle s'est donc inventée [une armée invisible à la frontière ukrainienne](#). Peu importe que [les avions français dans le cadre du traité ciel ouvert](#) aient survolé les frontières russes et n'aient rien décelé d'anormal. Vladimir Poutine et Sergei Lavrov laisseront sans doute, bienveillants et goguenards, ce maigre triomphe à un Barack Obama et un John Kerry désemparés. Le Président russe a tout de même restitué le matériel militaire ukrainien saisi en Crimée, [geste plutôt « fair play »](#) pour un pays sur le point d'attaquer son voisin.

Ce n'est donc pas de retrait dont Vladimir Poutine a parlé avec Angela Merkel, contrairement au [titre mensonger de BFMTV](#) (qui devrait regarder sur une carte où se trouve Kadamovski), mais du [blocus de la Transnistrie](#).

Tirer les dividendes d'un investissement de 25 ans apparaît plus difficile, pour les États-Unis, que de vaincre l'armée fantôme. Personne ne peut dire aujourd'hui ce qui sortira des élections prochaines et si les candidats pourront faire campagne librement, notamment à Kiev. Le candidat du parti des régions sera Mikhaïl Dobkin, soutenu par l'oligarque local, Rinat Akhmetov. Il est toujours censé être aux arrêts chez lui. Son programme se résume à un mot : fédéralisme. C'est d'ailleurs ce mot qui est repris désormais par les manifestants pro-russes. L'est et le sud ont compris qu'appeler à un rattachement à la Russie ne leur apporterait ni le soutien de la population locale, ni celui de la Russie. C'est sans doute autour de cette question du fédéralisme que l'élection se décidera. Les partis de l'ouest et de Kiev savent que sans l'est industrialisé, l'ouest s'enfoncera irrémédiablement dans la pauvreté et l'endettement. Kiev pourrait également pâtir d'une décentralisation qui verrait la capitale perdre les sièges de grosses sociétés de l'est de l'Ukraine et une partie des impôts perçus jusque-là. Le fédéralisme pourrait cependant se retourner contre les populations du sud-est, car le gouvernement putschiste de Kiev a confié l'Ukraine russophone aux oligarques, et ces derniers pourraient bien transformer ce fédéralisme naissant en féodalisme.

Une menace bien plus réelle que l'armée fantôme est apparue après l'assassinat par Svoboda de l'un des chefs du « Pravy Sektor ». Cet épisode a confirmé ce que nous écrivons depuis le début, à savoir que [les députés de la Rada votent sous la menace des armes](#). Il pose en outre la question de savoir comment réagiront Svoboda et Pravy Sektor, s'ils obtiennent le score à un chiffre qui leur est promis. Svoboda n'aurait jamais obtenu un ministre dans un gouvernement en Ukraine sans la révolution de février 2014. La démocratie pourrait lui être fatale, et ses dirigeants le savent.

Svoboda ne peut pas se permettre de laisser les structures de forces et le parquet tomber entre des mains « étrangères ». Il apparaît en effet que Paruby, l'ancien commandant de Maïdan et l'actuel président du conseil de sécurité ukrainien, est le plus impliqué dans l'affaire des snipers de Maïdan. C'est lui qui [a empêché les forces spéciales Alpha](#) d'éliminer les snipers de l'OTAN. C'est lui qui dirige en ce moment l'enquête contre ses propres agissements, et qui aura le plus à perdre si une enquête indépendante est menée.

C'est donc « Pravy Sektor » qui prendra le rôle du « nazi idiot utile » de l'UE, puisque Catherine Ashton a décidé de s'en débarrasser. Les nazis sont comme les oligarques et les islamistes : il y en a de tout à fait convenables pour l'UE tant qu'ils acceptent de servir les intérêts américains. Les gentils nazis en Ukraine seront ceux de Svoboda, et « Pravy Sektor » aurait déjà été passé par le fil de l'épée s'il ne représentait pas la principale force paramilitaire à Kiev.

Les États-Unis contrôlent au travers de Svoboda le parquet, le ministère de l'intérieur et l'armée. Il contrôle également le SBU (service de sécurité intérieur ukrainien), dirigé par l'ancien consul ukrainien à Washington, [Valentin Nalivaïtchenko](#). Il semble cependant que « Pravy Sektor » soit plus difficile à maîtriser. L'élimination du seul véritable leader charismatique, Дмитро Іарош, apparaît comme une nécessité urgente pour les néo-nazis pro-américains. Se débarrasser de « Pravy Sektor » posera, même après cet assassinat, un problème conséquent au gouvernement putschiste. La seule solution à l'heure actuelle pourrait être d'envoyer des casques bleus ou... l'armée russe.

Ajoutons que « Pravy Sektor » possède une [émanation française](#) en la personne de [Gaston Besson](#), ancien chef des volontaires français en Croatie dans les années 90.

Moscou n'a pas à se précipiter, juste à attendre que le FMI et les occidentaux fassent descendre les Ukrainiens dans la rue à cause de leur politique économique irresponsable. L'UE et les États-Unis continuent de raconter n'importe quoi, que ce soit sur la fin de la dépendance gazière ou sur l'aide internationale, en espérant que les mensonges tiennent jusqu'au 25 mai.

Tandis que la crise ukrainienne rentre dans une nouvelle phase « pré-électorale », il convient de s'interroger sur les raisons qui ont fait que la France n'a pas pu tirer un meilleur parti de sa neutralité initiale. Ce fut en effet la seule grande puissance occidentale à n'avoir fourni ni encadrement aux néo-nazis de Maidan, ni de représentants officiels sur la place. La réponse se trouve dans le décalage flagrant entre la réalité politico-stratégique et les analyses délirantes des oracles officiels. Nous en retiendrons trois particulièrement symptomatiques :

- [Thomas Gomart](#) de l'IFRI explique le comportement de Vladimir Poutine par l'instauration du culte de la personnalité. Pour le reste de ces analyses, l'histoire immédiate suffira à les réduire à néant.
- [Le général Desporte](#), dont l'originalité de la vision géostratégique, nous rappelle celle du [général Gamelin](#) dans les mémoires de Jacques Benoist-Méchin. Pour lui, Vladimir Poutine est dangereux et menace la paix et c'est Hitler et donc il faut annuler la vente des Mistrals.
- Et enfin, [Alexandre Adler](#), qui lui est excusable, car il n'est que journaliste, nous explique que Vladimir Poutine est un « *gamin malfaisant* ».

Il y a chez nos trois pieds nickelés l'explication de ce qui a transformé la possibilité d'un succès diplomatique facile pour la France en une bataille de tranchée laborieuse. Tout y est, entre le psychologisme qui tient lieu d'analyse politique, et les schémas surannés de la guerre froide, pour tenter de comprendre les nouveaux rapports de force. Devant tant d'incompétence et d'idéologie, les dirigeants français doivent urgemment renouveler leurs conseils, et s'appuyer sur le monde réel, celui des entreprises et de l'industrie, qui constitue la richesse de notre nation.

Épisode 9 : « [Les États-Unis d'Amérique contre l'Europe](#) »

[Realpolitik](#), le 9 avril 2014.

La France-Russie résiste à Washington

Nous avons évoqué lors de notre épisode 8 la résistance du gouvernement français à la pression américaine, qui voulait nous voir renoncer à la livraison des deux BPC à la Russie. Pour les États-Unis, cet embargo aurait eu le double avantage de priver la Russie de bâtiments de projection, qu'elle ne peut produire aujourd'hui, et de faire disparaître son seul concurrent au monde dans ce domaine. La France aurait perdu le statut de fournisseur fiable et alternatif, elle aurait dû dédommager la Russie qui a produit une partie de ces bateaux. L'affaire aurait donc coûté à la France sa capacité navale militaro-industrielle. Le soutien d'un monsieur Desportes ou d'un Bruno Lemaire à cette solution pourrait s'apparenter à de la haute trahison. Notre optimisme nous pousse cependant à croire, qu'en fait, monsieur Desportes est un cavalier qui ne comprend rien à la Marine, et que les connaissances des enjeux maritimes de Bruno Lemaire se limitent à la pêche dont il fut le ministre, et au cabillaud qu'il trouve dans son assiette.

Cette tentative de briser notre BITD (Base Industrielle et Technique de Défense) n'est qu'un aspect de l'offensive américaine contre nos intérêts en Russie. Priver la France du marché russe revient à enterrer l'essentiel de son potentiel de développement en Europe. La Russie pourrait prendre le relai d'un marché intérieur en voie de réduction pour raison budgétaire. Le gouvernement français a également résisté contre la volonté atlantiste de mettre dans la liste noire européenne, les principaux relais francophiles de la France en Russie. Tous appartiennent au premier cercle de Vladimir Poutine. Il s'agit de [Gennady Timchenko](#) (Novatek, Banque Russia, Gunvor...), président du Conseil économique des entreprises françaises et russes de la Chambre de commerce et d'industrie franco-russe et chevalier de la Légion d'Honneur, de Vladimir Yakounine (président de RGD, la SNCF russe), co-président [du dialogue franco-russe](#), et enfin les frères Rotenberg, partenaires de Vinci pour la construction de l'autoroute Moscou-Saint-Petersbourg, que la compagnie française avait emporté sur son rival usaméricain.

Le gouvernement français a tenu bon jusque-là, et il serait souhaitable, dans l'intérêt de notre industrie et de nos entreprises, que les différentes forces politiques françaises adoptent un discours commun contre notre adversaire le plus nuisible qui se trouve aujourd'hui de l'autre côté de l'Atlantique.

La guerre civile usaméricaine

Ces derniers jours ont démontré que, depuis leur défaite en Crimée, les États-Unis avaient été incapables de renouveler leur stratégie de déstabilisation. Le Kremlin qui lit dans les intentions américaines comme dans un livre ouvert, ne se laissera pas entraîner dans une escalade fatale. Il est nécessaire de revenir sur ce modèle qui a si bien fonctionné en Yougoslavie, mais qui a échoué en Ossétie, en Syrie, en Crimée et bientôt en Ukraine. La stratégie US de guerre civile s'appuie sur les fondamentaux suivants :

- soutiens aux extrémistes islamistes, fascistes ou aux groupes mafieux ;
- massacres de ses propres alliés pour faire accuser l'ennemi désigné : marché de Markalé en Bosnie, faux massacres de Rachak au Kosovo, snipers à Sarajevo, à Damas ou à Maïdan. L'essentiel pour la réussite de cette manipulation est qu'aucune enquête ne soit entreprise sérieusement avant plusieurs années. La vérité sur les manipulations et les crimes US en Yougoslavie n'apparaît que pour les historiens qui ont du temps à passer sur les archives du TPY. Pour les autres, les médias sont sensés conditionner les pensées réflexes chez les populations occidentales. Internet et la libre circulation de l'information ont mis fin à cette impunité dans le mensonge, qui caractérisait les médias français jusqu'au début des années 2000 ;
- multiplication des crimes contre la population civile de l'ennemi désigné, afin de provoquer une riposte justifiée mais violente, qui puisse être dénoncée comme une atteinte aux droits de l'Homme : meurtres de masse de Nasser Oric autour de Srebrenica, violence de « Pravy Sektor » contre les « Berkuts » etc ;
- intervention militaire, soit au moyen de mercenaires, soit par un soutien direct de l'armée américaine comme en Yougoslavie, soit par des livraisons d'armes ;
- dans le cadre de ces opérations militaires et si cela est possible, épuration ethnique afin de remplacer la population initiale, par une autre plus favorable : le remplacement des Serbes du Kosovo par les Albanais reste l'exemple le plus parlant ;
- une condition importante pour la réussite de l'opération est d'avoir en face un pouvoir politique soit corrompu

(Ilanoukovitch), soit faible et manipulable (Milosevic, Chevardnadze). Là où le pouvoir est fort, la révolution échoue. Tel est le cas en Biélorussie ou en Syrie.

L'erreur des États-Unis, et la raison de leurs défaites en série face à la Russie, est leur incapacité à renouveler leur stratégie de guerre civile. Comme les derniers développements de la crise ukrainienne l'ont démontré, les Russes anticipent aisément les coups tordus du Département d'État.

Washington et la politique du pire

Les États-Unis savent que l'Ukraine est perdue pour eux et que le temps joue pour la Russie. La fin des livraisons de gaz, la banqueroute imminente de l'état libéralo-nazi ukrainien, l'incapacité de l'occident appauvri à apporter une aide autre que financière, contribuent à faire de la Russie l'acteur central et incontournable de la résolution de la crise. Le seul bénéficiaire, que pourraient encore tirer les États-Unis de la situation en Ukraine est une rupture profonde entre la Russie et le reste de l'Europe. C'est le sens des derniers événements dans l'est de l'Ukraine. On comprend parfaitement la réaction des manifestants des principales villes de l'est de l'Ukraine, qui voient leur sort lié à un gouvernement putschiste, composé pour un tiers de néo-nazis. L'augmentation du prix du gaz, l'impuissance du gouvernement latsenouk, ont ajouté à la motivation des quelques centaines de manifestants, qui n'ont fait que répéter l'exemple de Maïdan dans leur ville. C'est d'ailleurs ce [qu'expliquait à la Rada](#) le courageux chef du parti communiste, Petro Symonenko, avant de se faire chasser par les démocrates néo-nazis de l'UE ([BFMTV a bien sûr caviardé le début de la vidéo](#)). Nous reconnaissons en tête des attaquants le très démocrate député de Svoboda, Mikhaïl Golovko, [destructeur d'église orthodoxe](#) et [partisan de l'arme nucléaire](#). Nous devons admettre que le seul parti qui se tient dans cette période de compromission et de trahison est justement le parti communiste ukrainien qui est en train d'acquiescer, par sa constance et le courage de ses députés, de nouvelles lettres de noblesse.

La Russie n'a aucun intérêt à fomenter des troubles dans l'est de l'Ukraine, car le temps joue largement en sa faveur, notamment à cause de l'impossibilité pour l'Ukraine de payer sa facture gazière. En outre, même si le gouvernement libéralo-nazi peut envoyer quelques centaines de mercenaires ou d'activistes de « Pravy Sektor », les États-Unis ne peuvent espérer organiser l'épuration ethnique de l'est de l'Ukraine (Donetsk ou Kharkov compte plus d'un million d'habitants), comme ils l'ont fait en Krajina, au Kosovo, ou tenter de le faire en Ossétie. [Les occupations de bâtiments publics](#), qui auraient dû être embarrassantes pour la Russie, se sont retournées en sa faveur. Le Kremlin a montré aux Européens qu'il ne comptait pas utiliser le prétexte de l'envoi dans l'est des milices néo-nazies pour intervenir, au grand damne du Département d'État qui jouait là une de ses dernières cartes. Avec l'impuissance du gouvernement libéralo-nazi et l'effondrement économique de l'Ukraine, ce n'est pas quelques centaines de courageux russophones qui vont prendre les armes, mais des centaines de milliers d'habitants de Kharkov, de Donetsk ou de Lougansk, qui vont descendre dans la rue dans les semaines à venir.

L'élection du 25 mai

Catherine Ashton, qui ne nous a toujours pas expliqué pourquoi elle a tenté de passer sous silence [l'origine des snipers de Maïdan](#), a déclaré, non sans humour, que les habitants de l'est de l'Ukraine devaient utiliser les élections du 25 mai [pour exposer leurs buts politiques](#). Elle ignore sans doute qu'avec la constitution de 2004, le Président ne pourra pas dissoudre le parlement, les conditions étant trop limitatives. Autrement dit, il n'y aura pas d'élection législative avant au moins deux ans et l'Ukraine continuera donc à être gouvernée par le même gouvernement libéralo-nazi. Cette élection, comme le reste de ce putsch sont une véritable mascarade. Sergei Lavrov a ouvert une porte en acceptant de négocier avec l'UE et les États-Unis à condition que les différentes parties de l'Ukraine soient représentées, c'est-à-dire le gouvernement libéralo-nazi et les représentants de l'est et du sud. Le ministre des affaires étrangères russe a proposé de choisir ces derniers parmi les candidats validés pour les élections présidentielles.

découvert que le mercenaire, Mikhaïl Lee Walter, avait travaillé en ex-Yougoslavie au moment de l'épuration ethnique de la Krajina par les services secrets allemands et l'armée américaine). Dans une [triste vidéo](#), les défenseurs de Slaviansk ont présenté Vitaly Kovaltchouk, un des attaquants du « check point ». Le gamin de « Pravy Sektor » pensait bénéficier dans le Donetsk de la même impunité qu'à Maïdan... Hier encore, un membre du groupe néonazi, Dmitry Tomariievskovo, [a été arrêté à Slaviansk](#) lors d'une mission de reconnaissance.

Iarosh vient d'annoncer la création d'un [« bataillon du Donbass »](#) et le transfert de son « état-major » à Dniepropetrovsk, à proximité de son principal bailleur de fonds. La réaction de la junte à cette violation flagrante de l'accord de Genève promet d'être intéressante.

Le temps joue contre l'OTAN

Les accords de Genève peuvent être interprétés comme une première étape vers la paix, mais il nous faut mesurer notre enthousiasme. Gardons à l'esprit que la parole internationale des États-Unis ne vaut rien : d'une part parce que, tout accord est considéré comme du temps obtenu pour préparer une relance des hostilités ; d'autre part, parce que le gouvernement américain n'a pas un contrôle réel de sa politique étrangère. Barack Obama était-il au courant du voyage de son chef des services secrets à Kiev ? Savait-il que ce dernier allait lancer une opération militaire contre l'est de l'Ukraine ? Rien n'est moins sûr. La meilleure garantie pour une issue pacifique de ce conflit est la supériorité militaire et économique de la Russie, associée à la sagesse retrouvée des dirigeants français et allemands.

Comme nous l'avons expliqué dans nos analyses précédentes, la stratégie de la Russie n'est pas d'intervenir militairement mais d'attendre que l'Ukraine s'écroule économiquement. Chaque jour qui passe est une prise de conscience supplémentaire pour la junte ukrainienne de la dépendance de son économie nationale envers la Russie. Les puissances européennes, aveuglées par l'UE, sont elles aussi en train de [comprendre l'interdépendance de leurs économies](#).

La presse française nous répète que la Russie a perdu l'Ukraine, pourtant c'est exactement le contraire. Si l'OTAN ne réussit pas à faire basculer le pays dans la guerre civile d'ici 6 mois, c'est elle qui perdra l'Ukraine. L'alliance pourra garder une certaine influence sur une « république autonome de Galicie », où les mouvements néonazis ont apprécié le soutien qui leur a été apporté... Cela dit [le peu d'argent](#) que les États-Unis sont capables d'investir dans la région, les rend de moins en moins attractifs.

L'autre échéance qui menace les États-Unis et qui pourrait se produire d'ici la fin de l'année, est son [pic de production](#) en matière de gaz de schiste. Le mirage s'évanouit peu à peu, contrairement aux illusions entretenues ces dernières années par la [presse atlantiste](#) (Fabrice Nodé-Langlois s'est avéré aussi incompétent en matière énergétique que sur sa compréhension de la Russie lorsqu'il était correspondant du *Figaro* à Moscou). Même [les analystes les plus optimistes](#) tablent désormais sur une augmentation de la consommation de gaz naturel aux États-Unis et donc une augmentation sensible du prix. Le champ gazier à observer avec attention est celui de marcellus shale en Pennsylvanie, sans lequel la production américaine serait déjà en train de baisser.

Barack Obama a autorisé l'exportation du gaz de schiste non pas pour sauver l'Ukraine et l'Europe de la dépendance gazière russe, mais parce que les prix pratiqués sur le marché américain en annihile la rentabilité. La fin du gaz de schiste aux États-Unis pourrait provoquer une crise très grave outre-Atlantique, car les prix bas pratiqués ont en rendu son économie extrêmement dépendante. Ces prix ont en outre découragé les investissements en infrastructures, ce qui aura des conséquences dramatiques quand les États-Unis devront de nouveau importer massivement du gaz. Ils pourront toujours reprendre [le projet avorté de terminal GNL avec Gazprom](#). Cela relancerait pour de bon l'exploitation du champ gazier de Chtokman avec Total et ENI. En attendant les principaux acteurs pétroliers occidentaux sont en Russie, et [bien content d'y être](#).

En fait les États-Unis et l'OTAN ont une fenêtre de quelques mois pour lancer une guerre civile en Ukraine, qui puisse avoir des conséquences économiques graves en Europe et tirer profit, comme en 1914-1918 et en 1939-1945, d'une guerre civile européenne, même si elle n'est qu'économique.

Washington a cependant remporté une première victoire, non pas contre la Russie, mais contre la France. Les organisateurs d'« Eurosatory » [viennent en effet d'annoncer](#) que les sociétés russes pourraient boycotter l'exposition, ce qui constituera une perte sèche pour le salon. La France est en train de perdre, par la faute de son alignement sur les États-Unis et son soutien à la junte libéralo-nazie de Kiev, son principal relai de croissance en Europe pour son complexe militaro-industriel. Elle perd également sa réputation de partenaire fiable et indépendant.

Choc de civilisation

Nous avons cherché dans l'Histoire un précédent, où une puissance européenne aurait froidement massacré ses propres alliés, ou sa propre population, pour faire endosser les exactions par son ennemi et ainsi le discréditer. Certains gouvernements se sont attaqués aux plus faibles ou ont exterminé leurs anciens alliés sans pitié, ce fut le cas de l'Allemagne hitlérienne. D'autres ont massacré des millions de paysans innocents, comme le [Polonais Dzerjinski](#) ou le Géorgien Staline. Ce dernier a également tenté de faire porter la responsabilité du massacre de Katyn aux Allemands. Les pires criminels de tous les temps ont tenté de cacher les massacres qu'ils avaient commis, ou d'en faire porter la responsabilité à d'autres. Mais jamais dans notre civilisation nous n'avons tué nos propres amis pour faire accuser notre adversaire. Seuls les États-Unis et l'OTAN sont capables de cela, et c'est ce qu'ils ont commencé à faire en Ukraine de l'est après l'avoir fait en Yougoslavie (marché de Markalé, bombardement des colonnes de réfugiés albanais au Kosovo), en Syrie (attaque à l'arme chimique sur les populations civiles pour faire accuser Bachar el Assad), ou à Kiev (snipers pour abattre les manifestants et les membres des forces de l'ordre, couverts par Catherine Ashton). Sans grande imagination, l'OTAN nous rejoue le même scénario depuis 25 ans, comme si internet n'existait pas, pour mettre en lumière ces provocations grossières. Nous avons eu le [tractage antisémite bidon](#) à Slaviansk, [le meurtre de responsables gouvernementaux, de journalistes, les attaques contre les Roms](#), nous avons eu l'esquisse d'un camp de concentration avec [des rumeurs de tortures](#) à Slaviansk. Cette panoplie est tellement grotesque que même la très soumise presse française hésite à la reprendre et à matraquer le peu de lecteurs qui lui reste. La pression d'internet est désormais trop forte sur les journalistes français, qui ne souhaitent pas passer pour des menteurs patentés de manière trop flagrante.

Pour comprendre les événements en Ukraine, il est important de garder à l'esprit, que les États-Unis ne font pas partie de notre civilisation, et que les valeurs occidentales sont à l'exact opposé des valeurs européennes. Nous ne pouvons pas imaginer qu'un gouvernement puisse s'allier avec des islamistes ou des néonazis, ni qu'ils puissent massacrer ses propres amis, parce que nous sommes issus d'une civilisation reposant sur mêmes les valeurs chrétiennes, orthodoxes ou catholiques. Même si les dirigeants occidentaux paraissent nous ressembler, nous sommes ontologiquement, socialement et socialement, l'opposé des États-Unis. Leur sauvagerie sans limite est la conséquence de leur prétendue élection divine et de leur insatiable volonté de puissance. C'est ainsi qu'en chassant l'OTAN de Crimée, la Russie a offert à la nouvelle Europe sa première victoire et un premier pas vers sa libération.

Épisode 11 : « L'OTAN lance sa campagne de terreur et de représailles massives »

[Realpolitik](#), le 3 mai 2014

Les États-Unis d'Amérique, soutenus par l'Union Européenne, ont lancé une campagne de représailles contre les fédéralistes ukrainiens. Le but ultime de cette campagne est de faire intervenir militairement la Russie en accumulant

les massacres de civils. C'est à peu près la stratégie qu'ils avaient adopté en Bosnie, où les massacres orchestrés par Nasser Oric autour de Srebrenica avaient entraîné la réaction brutale du général Mladic. Cette réaction avait été ensuite exploitée pour diaboliser les Serbes de Bosnie et faire passer sous silence l'épuration ethnique de la Krajina le mois suivant.

Le manque de compétence de « *Pravy Sektor* » dans le domaine militaire est inversement proportionnel à sa radicalité, qu'alimente [l'usage permanent d'amphétamines](#), comme sur le Maïdan. Les membres de la milice néo-nazie sont utilisés de préférence contre les populations civiles. C'est ce qu'ils ont commencé à faire à [Andreevka, dans la banlieue de Slaviansk](#). La question est de savoir [si l'armée ukrainienne tolèrera longtemps](#) de couvrir ces [agissements](#).

La rencontre entre le Président Obama et le Chancelier Merkel a démontré que le gouvernement allemand donne la priorité à ses objectifs géopolitiques, plutôt qu'à sa stabilité économique. Ce qui ressort des déclarations est que la crédibilité de l'élection présidentielle du 25 mai est fortement remise en cause et que l'occident veut en faire porter la responsabilité à la Russie. Le Kremlin est parfaitement au courant du piège tendu par les États-Unis et l'Allemagne, mais envisage avec sérénité, et ce depuis le début, la guerre économique qui s'annonce. De manière générale, les occidentaux se trompent lourdement, en imaginant que la Russie ne fera qu'encaisser les sanctions sans répondre. Le Kremlin a les moyens de faire très mal aux économies européennes, non pas sur le gaz, mais en bloquant les importations venant d'Allemagne notamment. Quelques semaines d'embargo seraient largement suffisantes pour faire entendre raison à Angela Merkel.

Entre les exactions contre les civils et la certitude que les sanctions sont inévitables, rien ne retient plus la Russie d'intervenir militairement. Le référendum du 11 mai à Donetsk pourrait constituer une bonne occasion, à moins que [les massacres](#) obligent à une réaction plus prompte. Il ne faut pas s'attendre à une participation massive, ni à un enthousiasme débordant comme en Crimée. Cependant, ce référendum apportera au gouvernement de la République Populaire du Donetsk une légitimité, qui ne sera pas moindre que celle de la Rada de Kiev. Sans reconnaître l'indépendance, ni annexer le Donetsk, la Russie peut, au prix d'une courte campagne, chasser les néo-nazis et les mercenaires américains et permettre à la RPD de se doter d'une armée. Elle pourrait compter sur les éléments ralliés de l'armée ukrainienne, pour se protéger de la junte kiévienne et la forcer à reconnaître son autonomie. Sans le contrôle du Donetsk, la junte ne pourra plus compter sur un prêt international. L'OTAN sera contrainte de négocier avec la Russie, à moins de déclencher la troisième guerre mondiale.

Massacre à Odessa

Aux exactions [perpétrées dans le Donbass](#), s'ajoutent désormais celles du reste du [sud-est de l'Ukraine](#). [Dans une précédente chronique](#), nous avons expliqué la raison du choix, par la junte, de confier le pouvoir aux oligarques dans les régions du sud-ouest. L'avenir nous a donné raison, Igor Kolomoïski a donné tous les moyens financiers nécessaires à « *Pravy Sektor* », ainsi que l'appui des clubs de supporters entièrement sous son contrôle. Ces deux entités ont mené des opérations de représailles à Kharkov et à Odessa. Celle menée à Odessa s'est rapidement muée en guerre d'extermination contre les fédéralistes réfugiés dans la maison des syndicats. Ceux qui tentaient de fuir l'incendie ont été massacrés sur place par les néo-nazis. Ces derniers, payés à la pièce, [se sont filmés en train de compter](#) et de dépouiller leurs victimes. Toute la population russe a vu ces images épouvantables à la télévision et est prête pour l'intervention militaire. Toujours fidèle au modèle de propagande des années 90, où internet n'existait pas, la junte et l'OTAN ont accouché d'un gros mensonge sur les événements d'Odessa. Les investigations sont désormais supervisées par Kiev et donc [par Svoboda](#), dont plusieurs députés se sont d'ailleurs [publiquement réjouis](#) de ce massacre. Malgré toutes les vidéos que les néo-nazis ont eux-mêmes tournées, la junte et l'OTAN accusent la Russie. La presse française hésite encore à reprendre cet incroyable bobard, mais cela ne saurait tarder.

[Après ce crime](#), la haine entre « les deux Ukraines » est à son comble. En outre, tout Russe ou russophone sait désormais qu'il n'y pas de justice à attendre de la junte. L'OTAN, Washington et leurs [serviteurs fanatiques](#) sont donc tout près d'obtenir ce qu'ils exigent depuis leur humiliation en Crimée : une guerre en Europe.

Épisode 12 : « [Splendeur et misère du journalisme français](#) »

[Realpolitik.tv](#), le 15 mai 2014.

Depuis 25 ans, la pensée atlantiste repose sur une vision moralisatrice et, disons-le, puritaine des relations internationales. Cette vision simpliste destinée à l'origine au grand public a fini par triompher au sein des instituts et des administrations françaises. Cette « féminisation » de la pensée politico-stratégique, parfaitement incarnée par [le psychologisme employé par Thomas Gomart](#) pour expliquer les choix de Vladimir Poutine, est cependant battue en brèche par l'avènement de l'école de politique réaliste, sous l'égide d'Aymeric Chauprade. Le retour de l'explication rationnelle des événements ne pouvait que séduire le pays de Descartes. Les médias français s'efforcent désormais, sans conviction, de nous tirer des larmes de crocodiles en invitant des pseudo-dissidents comme Galina Ackerman ou [une jolie ukrainienne larmoyante](#) qui s'efforce de nous attendrir sur « les nazis de centre-droit » de Maïdan.

Tentative de « *realpolitik* » au *Figaro*

Si la totalité des médias français respecte scrupuleusement les consignes du Département d'État américain, tous ne le font pas avec la même finesse. *Le Monde*, sous la botte de [Nathalie Nougayrède](#) (démissionnaire depuis 24 heures) et de Pierre Bergé, nous offre une vision si caricaturale que même ses lecteurs, qui constituent pourtant la partie la moins bien formée politiquement de la population française, s'insurgent contre ses mensonges grossiers. *Le Figaro* a adopté un ton bien plus subtil en faisant alterner les âneries atlantistes d'un fanatique comme [Konstantin Melnik](#) avec des considérations plus mesurées, mais toujours anti-Poutine ou anti-russes. Deux articles ont attiré notre attention à ce sujet. Le premier est [le faux « coup de gueule »](#) de Vladimir Fedorowski. Ce dernier critique le traitement de l'information sur l'Ukraine, ce que nous avons contribué à rendre populaire. En revanche oser prétendre que la Russie ce n'est pas Poutine est une contre-vérité absolue. Que cela lui plaise ou non, Vladimir Poutine incarne parfaitement la Russie et les Russes. En tant qu'ancien attaché culturel soviétique, Fedorowski est sans doute mal à l'aise avec le suffrage universel et est incapable de saisir ce qui se passe en ce moment entre le peuple russe et son Président. Sans doute aussi, l'ancien bolchévique devenu dissident dès 1992 essaie-t-il de surfer sur la russophilie des Français tout en se préservant l'accès aux médias, en continuant d'insulter le président russe. Sa prestation sur France 2, lors de la cérémonie d'ouverture des jeux de Sotchi, reste un modèle du genre et a pu donner aux auditeurs français une idée de ce que pouvait être la propagande soviétique à l'époque ou Fedorowski était un fidèle apparatchik du PCUS (Parti Communiste d'Union Soviétique).

Toujours de manière assez subtile, [Le Figaro a donné la parole](#) à un géographe français jusque-là inconnu, [Laurent Chalard](#). Pas de top model ukrainien larmoyant ou d'anciens bolchéviques reconvertis cette fois, mais un respectable chercheur travaillant pour un « [think tank](#) » européen (je n'ai pas trouvé d'où provient le financement). Il tente, laborieusement, de nous démontrer que l'europhisme n'est ni une idéologie, ni un acte de foi, mais une pensée réaliste. La tâche est ardue, et le résultat est catastrophique. Si Laurent Chalard veut faire de la *realpolitik*, rappelons-lui que la première chose à faire est de définir l'intérêt supérieur de la nation. Pourquoi diable la France devrait-elle entrer en conflit avec la Russie, pays profondément francophile, partenaire économique fiable, rare client solvable de notre complexe militaro-industriel et garant de notre sécurité énergétique ? L'Allemagne a des prétentions dans la Mitteleuropa, les Anglo-saxons s'inquiètent pour la Mer Noire, la Pologne veut revenir à Odessa... soit... mais la France n'a comme intérêts en Mer Noire et en Europe centrale que ceux de la Russie,

puisque la Russie est destinée à devenir notre premier allié en Europe.

Comme beaucoup, Laurent Chalard a oublié que la Russie est un pays européen, et que sa victoire en Crimée est une victoire européenne contre l'OTAN. Il a aussi oublié que la [situation démographique en Russie est en net progrès](#) et bien meilleure que celle de l'Allemagne. Il ignore vraisemblablement que la Russie n'a pas de problème majeur de peuplement dans sa partie européenne. Suggère-t-il que les Russes voudraient annexer le sud-est de l'Ukraine pour envoyer sa population dans le Caucase, à Irkoutsk ou à Vladivostok ? Comme les historiens marxistes, Laurent Chalard raconte n'importe quoi, car il soumet sa réflexion à ses présupposés idéologiques. Comment peut-il sérieusement affirmer que « *l'indépendance de l'Écosse est un objectif primordial de la Russie* » ? La meilleure réponse à ce genre d'âneries est de les faire suivre, sans même les commenter. Affirmer que la stratégie russe en France et en Allemagne est de soutenir les minorités ethniques suppose une bonne dose de mauvaise foi. Est-ce la Russie qui a exigé de la France qu'elle cesse d'enseigner Napoléon et Louis XIV dans ses écoles ? Est-ce la Russie qui envoie ses ONG [mobiliser les banlieues immigrées](#) contre La France ? Est-ce la Russie qui a armé les islamistes bosno-musulmans et la mafia albanaise pour pulvériser la Serbie sur une base ethnico-religieuse ? Est-ce la Russie qui a demandé à l'ancien Président Youchenko de faire de Stepan Bandera [un héros national ukrainien](#), pour humilier la majorité de son peuple, dont les arrières grands parents ont triomphé de l'Allemagne nazie ? La vérité sur cet article ridicule est qu'il répond à une commande de la rédaction du *Figaro* qui pourrait se résumer en ces termes : « *Pouvez-vous nous écrire un article qui démontre que la Russie est l'ennemie de l'Europe, sans verser dans des considérations morales, car nos lecteurs nous répondent violemment et résilient leur abonnement, quand nous les prenons pour des imbéciles ?* ».

Hommage du vice à la vertu, [Le Monde reconnaît notre victoire](#).

C'est à Piotr Smolar, sans doute un des moins mauvais idéologues français sur l'Europe de l'est, que nous devons cette reconnaissance. Le mur de mensonges sur lequel s'appuyait la presse française depuis 25 ans s'est écroulé en Ukraine. Les citoyens français sont comme les Polonais à la fin des années 80, lorsque ces derniers posaient leur poste de télévision allumé, sur le rebord de leur fenêtre, tourné vers la rue, pour signifier leur rejet de la propagande communiste. Le constat du fanzine [ultra-subsventionné](#) est vrai, mais l'argumentation comme toujours est défailante et malhonnête. Nous ne reprendrons pas tout, car tout a été déjà dit, mais nous soulignerons cinq points importants, pour mettre en exergue l'erreur totale de la presse subsventionnée sur la crise ukrainienne :

- Piotr Smolar nous présente l'Holodomor comme un événement unificateur de l'Ukraine moderne. Et bien non, Piotr ! L'Holodomor n'a pas concerné l'ouest de l'Ukraine sous domination polonaise à l'époque (1932-1933). Elle a en revanche concerné les Russes dans la région de Rostov et les Kazakhs. L'Holodomor rappelle, au contraire, le lien historique qui unit les Russes et l'Ukraine historique, dans la souffrance que les Bolchéviques leur ont fait subir.
- Sur l'origine de la crise, nous renvoyons nos lecteurs à nos précédents articles. Rappelons simplement qu'en décembre 2013, l'Ukraine venait d'obtenir un prêt de 15 milliards de dollars sur un an, un prix du gaz parmi les moins chers d'Europe, un projet de développement de son complexe militaro-industriel mis en oeuvre immédiatement, la Crimée n'était pas contestée et les élections présidentielles devaient se dérouler comme prévu, début 2015.
- Je suis tout à fait d'accord avec Piotr Smolar pour affirmer que Svoboda ne représente pas grand-chose en Ukraine et que les prochaines élections lui seront fatales. Alors que font-ils au gouvernement ? Pourquoi le néo-nazi Magnitski dirige-t-il le parquet chargé d'enquêter sur les [snipers de Maïdan](#) et sur Odessa ? Pourquoi le néo-nazi Paruby, ancien commandant de Maïdan, qui a couvert ces fameux snipers et qui a [organisé le massacre d'Odessa](#) est-il toujours président du conseil de sécurité ukrainien ? Pourquoi Дмитро Іарош dispose-t-il d'un camp d'entraînement à Dnepopetrovsk ? Pourquoi n'a-t-il pas été désarmé ? Pourquoi peut-il lancer en toute impunité [des raids contre les populations civiles](#) du Donbass ?
- Je vais aider Piotr Smolar à répondre à ces questions. Sans le bras armé de Svoboda et de « Pravy Sektor », Viktor Ianoukovitch serait toujours président. Des manifestations pacifiques ne l'auraient certainement pas fait quitter le pouvoir. Ce ne sont pas les Russes qui ne veulent pas des élections, c'est Svoboda, qui sait qu'une

fois le pouvoir abandonné, le parti devra rendre des comptes sur tous les assassinats dont il s'est rendu coupable. Ce sont les États-Unis qui, en perdant Svoboda, perdront leur seul véritable allié, car aussitôt élus, [Alexander Porochenko](#) et même Yulia Timochenko s'empresseront de s'entendre avec la Russie.

Cela explique pourquoi la Russie ne rejette pas catégoriquement les élections présidentielles à venir. La solution fédéraliste est la seule viable, mais comme nous l'avons souligné, elle signifie une nouvelle victoire de la Russie. Elle est désormais [défendue par l'homme le plus riche d'Ukraine](#), issu lui-même du Donbass. La Russie a besoin d'un Donbass fortement autonome comme garantie sur la neutralité de l'Ukraine, et non pas de deux provinces supplémentaires. La « *realpolitik* » s'impose peu à peu et cela explique aussi pourquoi Alexandre Adler [a baissé d'un ton](#) contre Vladimir Poutine. Pauvre Alexandre, toujours dans le camp des perdants...

Pour conclure sur l'article de Piotr Smolar, ce dernier reproche à 300 journalistes russes d'avoir été décorés par Vladimir Poutine pour patriotisme. Nous comprenons qu'il soit choqué, le patriotisme est un défaut que l'on n'a jamais pu reprocher à un journaliste du *Monde* depuis bien longtemps. Il semble en tout cas que le gouvernement français a tenu bon sur les « Mistral » et soit résolu à faire valoir ses droits sur Alstom. Le groupe a réalisé, rappelons-le, un de ses plus gros investissements étrangers en Russie et en Ukraine, [il y a 5 ans](#). Notre gouvernement a pris conscience de la guerre que mènent les États-Unis contre la France : [s'il a décidé d'y résister](#), nous ne pouvons que nous en féliciter.

Un peu de sentimentalisme

Que nos lecteurs nous pardonnent, mais les commémorations du 9 mai nous ont inspiré quelques réflexions en dehors du champ politico-stratégique. Nous allons pour une fois, puiser dans le sentimentalisme, fond de commerce habituel du journalisme français. Je suis allé applaudir les blindés russes ce dimanche avec mon fils, Sergei, qui arborait fièrement [le ruban de Saint Georges](#) sur sa manche. Ce symbole de la victoire est désormais [interdit par la junte oligarcho-nazie](#) de Kiev, tout comme [la cocarde de « Normandie-Niémen »](#) sur nos « Rafales ». Il était impossible de ne pas être ému par ce patriotisme à la fois enthousiaste et serein qui régnait à Moscou et par cette relation fusionnelle d'un peuple avec son armée. Pourtant ce fut à Sébastopol où l'émotion fut la plus grande, lorsque Vladimir Poutine est venu saluer les quelques vétérans privilégiés, à qui Dieu a laissé la vie, pour qu'ils puissent assister à une fête 9 mai, dans la Russie réunifiée. Nous félicitons le peuple russe pour sa victoire et pour la réunification de la Crimée.

Episode 13 : « Au prix d'une élection laborieuse et « bananière », ce qui reste de l'Ukraine s'est doté du « moins pire » des candidats, Piotr Porochenko. »

[Realpolitik](#), le 28 mai 2014

De par son déroulement, ce scrutin peut être considéré comme moins légitime que les référendums du Donetsk et de Lougansk. Aucun des candidats n'a pu faire campagne dans l'ensemble de l'Ukraine. Deux d'entre eux ont été [attaqués et battus à plusieurs reprises](#). Le parti communiste a été interdit. Il était le seul à avoir osé résister, [au péril de la vie de ses membres](#), aux intimidations des bandes armées néo-nazies, alliés encombrants mais irremplaçables de la junte oligarchique. À Odessa, les fraudes ont été flagrantes et la participation faible, [malgré le bourrage d'urnes](#).

Piotr Porochenko n'est pas une oie blanche, il fut co-fondateur du Parti des Régions, et ministre de Ianoukovitch, de Youchenko, de Koutchma... L'« opposant » milliardaire est la garantie pour l'Ukraine de belles décennies de

corruption à venir. Il faut cependant quelqu'un avec qui discuter, et surtout, remplacer le psychopathe Tourtchinov qui, en l'espace de trois mois, a réussi à mettre le pays à feu et à sang. Le Kremlin le sait et voit dans cette élection une occasion de mettre les puissances européennes face à leurs responsabilités. Porochenko est en effet leur candidat, même s'il se trouve dans une position très fragile. Son problème ne se trouve ni en Russie, ni à Lougansk, ni dans le Donbass, mais à Washington. L'objectif du département d'État US n'a pas changé et il consiste toujours à provoquer une intervention russe dans l'est de l'Ukraine. Le scénario US est parfaitement clair désormais :

Premièrement : s'appuyer sur Yulia Timochenko, dont le parti contrôle, en plus de la présidence intérimaire, les postes clés du gouvernement de la junte :

- ministère de l'intérieur,
- direction du conseil national de sécurité (aux mains du transfuge néonazi de Sboboda, Andrei Paruby),
- direction du SBU avec Nalivaïchenko,
- contrôle du parquet par le néo-nazi Magnitski.

Deuxièmement : s'appuyer sur les candidats néo-nazis de Svoboda et « *Pravy Sektor* », qui ont certes [été humiliés](#) par leurs scores minables, mais qui ne sont pas prêts à déposer les armes. Les médias russes ont d'ailleurs [publié un piratage](#) des courriels de Kolomoïski, prouvant que l'oligarque comptait provoquer un coup d'État afin de mettre le chef néo-nazi Tiagnibok, à la tête de la junte.

Troisièmement : provoquer un bain de sang dans l'est de l'Ukraine. Il apparaît en effet que la garde nationale ne veut pas pénétrer dans les villes du Donbass, de peur de subir [le sort de l'armée russe à Grozny en 1995](#). Kiev a donc décidé de s'attaquer aux populations civiles afin de les démoraliser, appliquant ainsi la doctrine usaméricaine utilisée en Yougoslavie et en Géorgie. Pour ce faire, la junte évacue progressivement l'armée de la ligne de front, les soldats réguliers refusant la plupart de temps de tirer sur les populations civiles. Ces troupes sont remplacées par la Garde Nationale, [financée par l'oligarque Kolomoïski](#), et composée essentiellement des néo-nazis de « *Pravy Sektor* », encadrés et équipés par des mercenaires de l'OTAN. Ils viennent d'ailleurs de perdre [leur premier drone](#). L'essentiel des opérations de représailles consiste donc en des bombardements aériens et des tirs d'artillerie, provoquant majoritairement des pertes de civils. Ces derniers jours, la junte et l'OTAN ont détruit des [habitations civiles](#), des [hôpitaux](#), des [écoles](#), des logements étudiants et ont tué de [simples passants](#). La garde nationale tire également délibérément sur les journalistes, [même sur les étrangers](#) (soyons rassurés, la [bienveillance](#) du journal *Le Monde* pour les groupuscules néo-nazis devrait mettre ses correspondants à l'abri de ce genre de désagréments !). La junte tente de cette manière de permettre au [Département d'État américain](#) de disposer de nouveau du monopole de l'information, mis à mal notamment par les [médias russes](#).

- **L'objectif de l'OTAN est toujours le même** : en massacrant les civils ukrainiens, provoquer une intervention russe, afin d'entraîner une rupture entre la Russie et le reste de l'Europe. Les bombardements sont donc le meilleur moyen pour obtenir cet effet, dans la mesure où la garde nationale s'est révélée incapable de tenir longtemps une zone urbanisée. Les insurgés ont ainsi repris l'aéroport de Donetsk en moins de 24 heures.

C'est à cette détermination US que Porochenko doit désormais faire face. L'OTAN a d'ailleurs déclenché son offensive la plus violente, en même temps que l'élection présidentielle, afin de mettre le futur Président devant le fait accompli. Élu, mais pas encore investi, Porochenko n'a d'autre choix que de couvrir les exactions de la Garde Nationale. Une fois officiellement Président, sa marge de manoeuvre restera extrêmement étroite et [sous la menace d'un nouveau Maïdan](#). C'est aussi le cas du maire de Kiev, Klitschko, dont Maïdan vient de refuser l'injonction de quitter la place.

Il semble que Porochenko puisse compter sur le soutien de l'Allemagne et de la France, qui commencent à s'opposer aux États-Unis d'Amérique. C'est le cas de la [question du gaz](#). Alors que le commissaire européen à

l'énergie [avait annoncé](#) le paiement d'une partie de sa dette de l'Ukraine à la Russie, il a été contredit dès le lendemain [par latsenouk](#). Les États-Unis n'ont que faire des problèmes d'approvisionnement de gaz de l'Allemagne et de l'Europe de l'est. Leur seul intérêt est (répétons-le pour les journalistes français toujours plus lents à la compréhension) de briser la relation de la Russie avec le reste de l'Europe.

La position actuelle de Porochenko peut se résumer en paraphrasant Cocteau : « *Puisque ces événements me dépassent, feignons d'en être l'organisateur.* » Il a de toute façon été élu, y compris par l'ouest de l'Ukraine, pour apporter la paix dans le pays, et pas pour intensifier les opérations de représailles dans l'est. Il a la réputation d'un homme habile et avisé. Ce sont de précieuses qualités face à l'administration US, à Youlia Timochenko et ses nouveaux alliés néo-nazis.

Saint-Pétersbourg parle français

Le forum économique de Saint-Pétersbourg qui s'est tenu la semaine dernière a été l'occasion pour la communauté d'affaires française de montrer sa détermination de continuer de travailler avec la Russie. Malgré les pressions du Département d'État américain, les sociétés françaises, y compris leurs grands patrons, [ont tenu bon](#). L'Allemagne s'est soumise aux injonctions de John Kerry et un seul grand patron avait fait le déplacement. Il faut désormais s'attendre à des représailles de la part de Washington, déjà engagé dans la [destruction de l'économie française](#), notamment [celle de la BNP](#). Les Russes ont été impressionnés par la quantité et la qualité de la délégation française. La rencontre entre Vladimir Poutine et François Hollande, le 5 juin prochain, pourrait être l'occasion d'un renouveau de notre relation. Ces derniers mois ont dû permettre aux dirigeants français de faire leurs comptes et de comparer la sagesse de la position russe sur la crise ukrainienne à la duplicité des États-Unis.

Cette détermination des milieux d'affaires français est une victoire du pays économique réel sur le pays médiatique fictif et sur l'extrême-droite atlantiste de l'UMP, [prête à sacrifier notre industrie au nom de leur idéologie](#).

- Lire la suite : « [République Bananière d'Ukraine, Saison 2](#) »

Xavier Moreau pour [Realpolitik.tv](#)

[El Correo](#). Paris, le 5 septembre 2014.